



2018

Rapport Annuel d'Activités et de Résultats



**Fonds fiduciaire de
l'Union européenne
pour la République
Centrafricaine "Fonds
UE Bêkou"**

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS	3
1. EVENEMENTS POLITIQUES ET OPERATIONNELS MARQUANTS	6
2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RESULTATS (Y INCLUS EVALUATIONS)	9
2.1 PROGRAMMATION	9
2.2 MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET RESULTATS CLES	10
2.3 SUIVI ET EVALUATION	35
2.3.1 CADRE DE RESULTATS	35
2.3.2 MISSIONS DE SUIVI AXE SUR LES RESULTATS	39
2.3.3 EVALUATIONS	39
2.4 COMMUNICATION ET VISIBILITE	39
3. RAPPORT FINANCIER	41
3.1 PROMESSES DE DONS ET CONTRIBUTIONS	41
3.2 BENEFICIAIRES ET MONTANTS CONTRACTUALISES	44
3.3 MONTANTS PAYES	48
4. MANAGEMENT ET CONTROLE INTERNE	50
4.1 RESULTATS DES CONTROLES	50
4.1.1 EFFICACITE DES CONTROLES CONCERNANT LA LEGALITE ET LA REGULARITE	50
4.1.2 PREVENTION ET DETECTION DES FRAUDES	52
4.2 OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE SERVICE D'AUDIT INTERNE/LA COUR DES COMPTES	52
4.3 EVALUATION DE L'EFFICACITE DES SYSTEMES DE CONTROLE INTERNE.....	53

ABRÉVIATIONS

ACDA	Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole
ACORD	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
AEDES	Agence Européenne pour le Développement Santé
AEL	Acteurs économiques locaux
AFD	Agence française de Développement
AGR	Activités génératrices de revenus
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
ALIMA	Alliance for International Medical Action
AMEX	American Express
ANDE	Agence Nationale de Développement de l’Elevage
ANEA	Agence Nationale de l’Eau et de l’Assainissement
APN	African Parks Network
APN	African Parks Network
AT	Assistance technique
ATPC	Assainissement piloté par la communauté
COOPI	Cooperazione Internazionale
CRF	Croix-Rouge française
CRS	Catholic Relief Services
CUAMM	Opera San Francesco Saverio Foundation
DRC	Danish Refugee Council
DUE	Délégation de l’Union européenne
ECDPM	European Centre for Development Policy Management
EF	Expertise France
EMF	Etablissements de Microfinance
EUTM	European Union Training Mission
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Food and Agriculture Organization
FED	Fonds européen pour le Développement
FF	Fonds fiduciaire

FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
HERA	Health Research for Action
ICE	International Consulting Expertise
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee
MADR	Ministère de l’Agriculture et du Développement Rurale
MCE	Mercy Corps Europe
MESA	Ministère de l’Élevage et de la Santé Animale
MSP	Ministère de la Santé et la Population
OCB	Organisations communautaires de base
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	Organisation mondiale de Santé
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisations paysannes
OSC	Organisations de la Société civile
PAM	Programme d’Alimentation mondial
PDI	Personnes déplacées à l’intérieur
PEPEV	Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie
PRESU	Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain
PTF	Partenaires techniques et financiers
PUI	Première Urgence Internationale
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RNL	Radio Ndeke Luka
ROM	Results-oriented Monitoring
SMART	Spécifique; Mesurable ; Acceptable ; Réaliste; Temporellement défini
SPONG	Secrétariat Permanent pour les ONG
TDR	Termes de Reference
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d’Œuvre

UE	Union européenne
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
URD	Urgence Réhabilitation Développement
VBG	Violence basée sur le genre
WCS	Wildlife Conservation Society
WHH	Welthungerhilfe
WWF	World Wide Fund for Nature
ZCV	Zone Cynégétique Villageoise

1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS

La situation sécuritaire reste volatile en RCA; depuis les efforts d'un retour à la stabilité, le conflit en RCA a changé mais perdure. Malgré la présence des autorités nationales légitimes et soutenues par la communauté internationale et les efforts de médiation, un accord de paix entre le gouvernement et les groupes armés n'a pas été signé en 2018.

L'année 2018 a été une année particulièrement sanglante et a mis en lumière l'enracinement des groupes armés (de 10 à 17 groupes armés de 2015 à 2018) et la réversibilité des maigres acquis sécuritaires. La situation dans la capitale reste fragile, notamment dans les zones plus sensibles de la ville. Un des enjeux importants reste le redéploiement de l'administration de l'Etat sur tout le territoire sécurisé.

La mise en œuvre du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021 a continué cette année. Les Groupes de Coordination Programmatique (GCP), qui rassemblent les institutions nationales et les PTF directement concernés, ont été relancés le 14 mars pour le pilier 1, le 16 juin pour le pilier 2 et le 11 juillet pour le pilier 3.

La diminution de la conflictualité au nord-ouest et sud-est au début 2018 a permis le reflux des PDI de Paoua, de Bocaranga et le début du retour des réfugiés à Bangassou. Cependant, à la fin de 2018, plus de 576 000 réfugiés centrafricains sont toujours à l'abri au Cameroun, au Tchad, en République Démocratique du Congo et au Congo, et on compte plus de 636 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le 15 novembre 2018 le plus grand site de PDI de la ville d'Alindao, dans le sud-est du pays, a été attaqué et incendié affectant plus de 18 000 personnes parmi les 26 000 que comptait le site. Selon les chiffres d'OCHA de 2016 à 2018, le nombre de Centrafricains ayant besoin d'assistance reste identique: 2,9 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population.

C'est dans ce contexte si complexe et fragile qu'œuvre l'action du Fonds Bêkou, en mettant en évidence ses avantages comparatifs et sa flexibilité et adaptabilité aux changements de situation, en intervenant partout dans le pays dès que les conditions minima le permettent.

L'approche intégrée de l'UE (premier bailleur en RCA) est plus que jamais d'actualité, comme l'indiquent l'extension de l'action de la Mission de Formation de l'UE ("EUTM") à Bouar, l'aide humanitaire, la coopération au développement et l'approche résilience du Fonds Bêkou.

Le Fonds Bêkou s'est positionné de manière unique comme le seul outil permettant de combler le gap entre les besoins humanitaires et les besoins de développement, d'un point de vue LRRD («Linking Relief, Rehabilitation and Development»), en permettant le continuum de l'aide.

En 2018 le Fonds Bêkou a également connu un processus d'intégration accrue dans les outils de la coopération européenne mis en œuvre par la DUE.

Par ailleurs, la même année, le Fonds Bêkou a adopté une nouvelle action pour un montant total de 35 M€ dans le domaine de la santé.

La contractualisation des projets du Fonds s'est élevée à plus de 80 M€ dans les secteurs de la santé, de la résilience rurale, de l'eau et de l'assainissement, de la relance économique et de la réconciliation.

L'adoption d'un Cadre de Résultats par le Fonds Bêkou, en novembre 2018, répond à une des recommandations de la Cour des comptes¹ basée sur l'identification des objectifs SMART en y associant des indicateurs pertinents.

Il constitue un outil stratégique afin de démontrer les résultats au niveau du Fonds.

En novembre 2018, suite à plusieurs étapes, dont une réflexion stratégique avec les Etats-Membres menée à Bruxelles en octobre 2018 (en présence des autorités centrafricaines), le Conseil d'administration du Fonds Bêkou a officiellement demandé une extension de 18 mois du fonds, portant donc sa date d'expiration à décembre 2020.

La procédure officielle, qui inclut une consultation du Conseil et du Parlement européen, a été lancée en décembre 2018. Une décision finale suivra la conclusion de ces consultations.

Par ailleurs, au cours de l'année 2018, les interventions du Fonds Bêkou ont été marquées par les événements politiques et sécuritaires suivants:

- la zone du nord-est et celle du sud-ouest demeurent relativement stables permettant à l'UE et à d'autres bailleurs d'investir en apaisant davantage les tensions et en enclenchant un processus de sécurité – paix – développement dans le but d'améliorer les conditions de vie des communautés, rétablir le fonctionnement des services sociaux de base et faciliter le retour de l'administration et des FACA.
- le redéploiement d'agents publics dans l'arrière-pays: suite aux nominations de préfets et de sous-préfets fin 2017, les équipes-cadre de région et de district ont été nommées par le Ministère de la santé et de la population en juillet 2018 et leur déploiement sur le territoire centrafricain a été effectif en août.
Ce redéploiement a été crucial pour permettre aux partenaires de mise en œuvre du Fonds Bêkou d'engager les actions de renforcement des capacités et de commencer à instaurer une collaboration renforcée.
- les conflits localisés à Bangui et l'arrière-pays: comme eu en 2017 plusieurs projets et partenaires de mise en œuvre du Fonds ont été affectés par les affrontements et l'insécurité dans les zones concernées.
Il en a résulté des pertes d'équipement/matériel et, temporairement, la suspension/le ralentissement d'activités ou un suivi à distance par les partenaires de mise en œuvre.

¹ Rapport spécial n° 11/2017: Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances, <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41726>

Certains projets ont également dû s'ajuster aux mouvements des populations provoquées par les violences, et dans le cas de la santé, l'afflux de personnes blessées ou cherchant refuge dans les centres de santé.

- le suivi des projets a été formalisé et renforcé par une majeure appropriation des autorités nationales. De manière générale, chaque projet ou ensemble de projets sur une même « thématique » fait l'objet d'un Comité de suivi trimestriel, piloté par les ministères techniques compétents. Sur la base de TDR validés par les autorités nationales, le Comité de suivi présente l'état d'avancement des projets, les enjeux et les perspectives des différentes parties prenantes.

2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)

2.1 Programmation

Lors des deux réunions qui se sont tenues en 2018, le Comité de gestion a adopté un nouveau programme en 2018, en augmentant à 16 le nombre total de ses actions depuis sa création le 14 juillet 2014.

La liste de toutes les fiches d'action adoptées depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le montant et la date d'adoption, est présentée ci-dessous.

Fiches d'action adoptées (2014-2018)		
Action	Montant (EUR)	Date d'adoption²
Facilité d'assistance technique et de communication	500 000	29/09/2014
Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU I)	4 500 000	29/09/2014
Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA (Genre I)	1 500 000	29/09/2014
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé I) ³	15 000 000	29/09/2014
Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République Centrafricaine	10 000 000	18/12/2014
Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de République Centrafricaine au Cameroun	4 500 000	18/12/2014
Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	13 000 000	27/03/2015
Projet Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA et du sud-est de la RCA	5 500 000	18/11/2015
Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre II)	2 000 000	18/11/2015

² Il s'agit de la date initiale d'adoption de la Fiche d'action. Les actions peuvent avoir subi des révisions décidées ultérieurement par le Comité de gestion. Révisions adoptées en 2018: augmentation de 2 millions d'euros en février 2018 du programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société africaine et de 2 millions d'euros en décembre 2018 du programme de relance économique.

³ Un dégagement de 630 742.30 euros a été effectué en avril 2018 portant le montant de ce programme à 14 369 257,68.

Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2 (PRESU II)	11 760 000	18/11/2015
Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine	20 000 000	18/11/2015
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé II)	29 000 000	04/04/2016
Programme de résilience rurale et création d'emplois	18 000 000	06/12/2017
Projet de désenclavement des Régions en République Centrafricaine	7 000 000	06/12/2017
Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)	11 000 000	06/12/2017
Programme d'appui sectoriel au Plan Intérimaire en RCA (Santé III)	35 000 000	04/06/2018
Montant total des décisions adoptées (EUR)	188 260 000	

Au total, le Fonds Bêkou a adopté un montant de 39 millions d'euros en 2018 (santé et extension des actions promouvant la réconciliation et la relance économique).

2.2 Mise en œuvre des programmes et résultats clés

❖ *Reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU – phases 1 et 2)*

La phase 1 du Projet de Reconstruction Economique et Sociale en milieu urbain (PRESU I), qui a démarré en juin 2015, a été prolongée de 36 à 60 mois de mise en œuvre. La phase 1, approuvée par le Fonds Bêkou pour un montant de €4.5 millions, vise à améliorer la cohésion sociale et l'environnement urbain de quartiers défavorisés à Bangui, et à favoriser la reconstruction économique des ménages. Elle s'articule autour de trois axes : 1) des actions à vocation sociale à court terme qui se sont déroulées de juillet 2015 à février 2017 ; 2) la préparation encore en cours d'actions de développement urbain prévoyant des aménagements d'infrastructures collectives ; 3) la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby. L'exécution du projet a été déléguée à l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur d'un financement maximal de €4.4 millions.

Le premier volet du projet s'est terminé en 2017 et a bénéficié aux jeunes et aux femmes des quartiers précaires de Bangui (Sara Yakité, Miskine et KM5), mais aussi plus généralement à toute la population résidente par sa portée communautaire.

Mis en œuvre par les ONG ACTED, Danish Refugee Council (DRC) et OXFAM, ce volet a permis de former les jeunes à divers métiers (menuiserie, couture, maintenance informatique, mécanique, etc.), à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les quartiers ciblés, à sensibiliser les populations à l'hygiène, à procurer des revenus aux populations par les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) et les activités génératrices de revenus (AGR), à améliorer l'environnement urbain (désherbage, curage des drains, creusage de canaux pour adduction), à promouvoir la cohésion sociale et la paix, et à renforcer les acteurs économiques locaux.

Le deuxième axe du projet place les autorités centrafricaines au centre de l'action, devant mener à un retour de l'action publique dans les quartiers ciblés.

Les maîtrises d'ouvrage pour l'aménagement d'infrastructures collectives et la réhabilitation de voiries ont été déléguées à l'Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique (AGETIP CAF) respectivement par le Ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat (MUVH) et le Ministère des Travaux Publics et de l'Entretien Routier (MTPER).

La mise en œuvre de ce volet en 2018, a connu des retards qui ont demandé une prolongation de la période de mise en œuvre. En effet, les études techniques pour les équipements socio-collectifs ont été affectées par des incidents sécuritaires qui ont rendu difficile l'accessibilité des sites d'intervention, mais également des mouvements de population qui ont généré le besoin d'un plan d'accompagnement pour le retour de populations déplacées dans les quartiers du projet.

Des difficultés ont été rencontrées par AFD avec le bureau d'études sélectionné. Néanmoins, la réalisation des études s'est terminée fin 2018. Les travaux prévus sous la phase 2 du projet (PRESU II) concernent la réhabilitation du lycée de Miskine, la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby, la construction d'une classe maternelle et la réhabilitation de la maison des femmes à Miskine, la réhabilitation du marché de Miskine, la réhabilitation d'un centre de santé urbain au PK5, la réhabilitation de l'atelier de forgerons au KM5 et l'assainissement de l'école à Yakité, et la réhabilitation du collecteur Bouagba.

Concernant la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby, la possibilité de concevoir une voirie permettant un véritable désenclavement des quartiers sinistrés a rendu indispensable la mise en place d'un Plan d'Action de Réinstallation, lequel prendra également en compte les enjeux environnementaux et sociaux de la zone d'intervention. Les travaux de voirie devraient démarrer au premier semestre 2019.

La phase 2 vise à capitaliser les acquis de la phase 1, en favorisant la reconstruction économique des ménages et en permettant le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui de Miskine et Sara/Yakité. Tel que le PRESU I, l'exécution du PRESU II est déléguée à l'AFD. Les activités ont démarré en Janvier 2017 pour une durée de 36 mois et un financement total de €11.66 millions.

Entre les actions structurantes de fort impact s'inscrivent le drainage et la réhabilitation de l'équipement des deux quartiers, y compris la réhabilitation de l'école primaire de Yakité, du lycée, de l'école maternelle et du marché en Miskine. Au niveau des travaux de proximité, s'incluent le drainage tertiaire pour évacuer les eaux pluviales des zones d'habitation et la voirie tertiaire pour la circulation interne, entre autres.

La complexité du contexte a rendu l'organisation des marchés et la planification des activités sur la base des études techniques préparés difficile. Par conséquent, la plupart des contrats seront attribués dans le premier trimestre de 2019.

Résultats clés – PRESU (Phases 1 et 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de personnes recrutées dans le cadre des chantiers THIMO	4 884	107%
Nombre bénéficiaires des AGR (activités génératrices de revenus)	1 640	103%
Nombre de victimes de violations de leurs droits/vulnérables ayant reçu une assistance directe	1 127	94%
Nombre d'établissements publics ayant accès à l'eau et assainissement en quantité et qualité suffisante	4 (3 écoles + 1 marché)	100%
Nombre de clubs d'hygiène formés et actifs dans les écoles	2 écoles (environ 15 000 élèves bénéficiaires)	100%

❖ Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA et Promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre – phase 2)

La mise en œuvre de la deuxième phase du programme, attribuée à l'ONG *International Rescue Committee UK* (IRC-UK), en consortium avec COOPI depuis juillet 2017, avance de manière satisfaisante.

Le projet intervient dans les zones de Bangui, Kaga Bandoro, Bocaranga et Dekoa (IRC) et Mbaïki (COOPI) pour intégrer les femmes/filles dans la vie communautaire, et renforcer leur participation aux décisions du foyer. Alors que les zones appuyées par IRC sont celles de la 1ère phase du programme, Mbaïki représente une nouvelle zone d'intervention couverte par COOPI.

Une approche inclusive est utilisée à travers les activités, ciblant non seulement les femmes/filles, mais également les hommes/conjoints/garçons et les décideurs communautaires et politico-administratifs.

Le projet appuie des organisations communautaires de base (OCB) et groupements féminins, mais également des bénéficiaires individuelles. La pérennisation de l'action et l'ancrage local sont renforcés non seulement par le renforcement des OCB/groupements, mais également par l'appui par IRC à l'autonomisation de 3 ONG nationales (Lever, Echelle, et AFPE - Association des femmes pour la Promotion de l'Entrepreneuriat). La signature du Protocole d'Accord entre IRC et les deux dernières ONG nationales partenaires a été faite en juillet 2018. Dans la zone de Mbaïki, des partenariats existent avec deux ONG nationales, l'Organisation Nationale des Femmes Rurales (ONFR) et l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC). Une collaboration est également établie avec les ONG du programme de santé du Fonds, concernant le référencement des victimes de violences basées sur le genre. En 2018, la prise en charge psychosociale directe a bénéficié plus de 150 femmes et jeunes filles.

Le renforcement des capacités en droits, compétences socio-économiques, connaissances sur les violences basées sur le genre, et compétences de la vie, se fait notamment à travers des formations, sensibilisations, groupes de discussion, et causeries éducatives.

En 2018, plusieurs thématiques ont été abordées dans le contexte des campagnes de sensibilisation, comme : « Tolérance zéro à l'égard des violences basées sur le genre en milieu rural et urbain », « le concept genre », « conséquences de viol et les services disponibles ». Jusqu'à aujourd'hui, plus de 648 membres des OCB/associations féminines/coopératives ont été formés en compétence de base.

Par ailleurs, le projet vise à créer des opportunités économiques dans une logique de chaîne de valeur et d'accès au crédit et à l'épargne. Les OCB sont appuyées par IRC en intrants et outillages, et formations en agro-business. Un partenariat a été établi avec l'Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole (ACDA) et les organisations bénéficiaires sont mises en relation avec des institutions de microfinance (IMF).

Conformément au protocole d'accord entre IRC et l'ACDA, un module de formation a été produit par l'ACDA et des sessions de formations ont été animées. En décembre 2018, 60 représentants des OCBs (dont 16 hommes et 44 femmes) ont pris part à ces sessions à Bocaranga, Kouï, Ngaoundaye. Une plateforme de transformation des produits agropastoraux est en cours de construction à Dekoa, dans la Kémo. Le soutien aux trois centres de formation professionnelle identifiés et à un IMF débutera cependant en 2019. A Mbaïki, le soutien à des groupements féminins et les femmes/filles individuelles dans leurs AGR est en cours, avec des sessions d'échange et de discussion.

Un autre point fort du projet consiste dans la mise en place de deux Centres d'Autonomisation Socio-Economiques des Femmes (CASEF) dans le 7^e arrondissement de Bangui et la commune de Bimbo, et d'une Maison de la Femme dans le 5^e arrondissement de Bangui. A terme, ces centres multifonctionnels, gérés par des organisations de femmes, procurent des espaces sécurisés aux femmes/filles pour la prise en charge psychosociale des cas de protection et violences basées sur le genre, les sensibilisations thématiques et formations ciblées.

Le projet a été revu en septembre 2018 pour intégrer le volet de renforcement des capacités du MPFFPE. Ce nouveau ministère a émergé dans le cadre du remaniement gouvernemental opéré en septembre 2017, portant ainsi une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes et enfants en RCA.

Résultats clés – Genre (phase 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Prise en charge psychosociale directe	223	32%
Sensibilisation et formation des membres des OCB/ associations féminines/ coopératives en compétences de base	648	162%
Identification des AGR potentielles pour les bénéficiaires (OCB/Associations/survivants) et formation entrepreneuriale basée sur le CEFE	97	99%
Formations agrobusiness basées sur les filières porteuses et la chaîne des valeurs	750	150%

❖ **Appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA (phases 2 et 3)**

Pendant l'année 2018, la phase 2 du programme de santé est mise en œuvre par les ONG Première Urgence Internationale (PUI), *International Medical Corps* (IMC), *The Alliance for International Medical Action* (ALIMA), Croix-Rouge Française (CRF) et Cordaid, pour la fourniture de services de santé dans 128 formations sanitaires du pays couvrant plus de 1.5 millions d'habitants. Six de ces projets se sont achevés au cours de l'année. L'appui au Complexe pédiatrique de Bangui avec Médecins avec l'Afrique - CUAMM a démarré en début juillet 2018.

Par ailleurs, l'assistance technique prestée au Ministère de la Santé et Population (MSP) a été renforcée avec un deuxième expert à partir de mi-juin. L'expert, dont les responsabilités se concentrent sur le niveau central (politiques, stratégies, régulation, coordination sectorielle), complète ainsi l'action du premier assistant technique focalisé sur le niveau périphérique (coordination des projets, harmonisation, renforcement des agents décentralisés).

En 2018, l'assistance technique a notamment appuyé le MSP dans la formation des nouvelles équipes-cadres de région et de district, la coordination avec les partenaires techniques et financiers (OMS, UNICEF, Banque mondiale, Fonds mondial, GAVI, etc.), le suivi des projets de santé, l'articulation entre le niveau central et décentralisé du MSP, la revue et la planification annuelle du MSP, la réforme du Cadre de Concertation Stratégique du Secteur de la Santé, et la mise en place des groupes thématiques.

Suite à l'évaluation externe des phases 1 et 2, qui a été conduite en avril/mai 2018, le Fonds Bêkou a procédé avec la formulation de la phase 3 du programme. La fiche d'action respective a été adoptée par le Comité de gestion du Fonds en juin 2018 pour un montant total de €35 millions, comportant 2 volets d'intervention: (i) le renforcement du MSP dans sa fonction de gouvernance et leadership, incluant l'assistance technique au ministère à Bangui, mais également un renforcement des capacités des directions régionales et districts sanitaires; (ii) la fourniture de services de santé de qualité et l'accompagnement des acteurs de santé locaux.

La mise en œuvre du deuxième volet a été attribuée, dans un souci de capitalisation des acquis et de continuité des activités et en ligne avec les recommandations de l'évaluation, aux mêmes ONG partenaires de la phase 2 évitant une interruption des services de santé.

Les 6 régions sanitaires ciblées sont également restées inchangées, pourtant avec quelques modifications au niveau des districts, suite au nouvel découpage administratif. Pendant la phase 3, au moins 151 formations sanitaires devraient être appuyées dans les districts de Bangassou, Ouango, Bossangoa, Bimbo, Boda, Haute Kotto, Vakaga, Bangui 1, Bangui 2, Bangui 3, Bamingui, Ndélé, Berberati, et Gamboula.

Cette troisième phase met l'accent sur le transfert des compétences vers les agents du MSP, faisant ainsi progressivement évoluer le rôle des ONG de la substitution à l'accompagnement des acteurs locaux. Le Fonds Bêkou continue d'appliquer le principe de la gratuité ciblée pour les groupes vulnérables, tels que définis par le MSP, avec la fourniture directe des médicaments essentiels.

Tout comme en 2017, les partenaires et les projets du Fonds Bêkou ont été affectés par les violences localisées en 2018, résultant dans des délocalisations temporaires du personnel, des pillages de bureaux et centres de santé, des afflux de population sporadiques dans les formations sanitaires, et des suspensions partielles ou ralentissements d'activités.

Ces incidents sécuritaires ont notamment affecté la Croix-Rouge dans la zone de Nassolé/Gamboula et à Bangui/PK5, Cordaid à Bangassou, PUI dans la Bamingui-Bangoran et IMC dans la Haute-Kotto. Néanmoins, tous les partenaires se sont efforcés à une reprise des activités au plus vite.

Suite à l'évaluation, il a été constaté la nécessité de formuler un projet spécifiquement dédié au renforcement des capacités au niveau des régions et districts sanitaires, permettant aux ONG de se concentrer davantage sur les formations sanitaires en complément du redéploiement des fonctionnaires et agents du MSP dans les directions et districts sanitaires dès août 2018.

Suite à un appel à manifestation d'intérêt restreint, le projet de renforcement des capacités a été confié à l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) et démarrera début 2019.

Résultats clés – Santé (phases 2 et 3)

Indicateur	Résultat		Taux de réalisation	
	Phase 2	Phase 3	Phase 2	Phase 3
Nombre de consultations curatives prestées	1 486 561	295 918	153%	22%
Nombre de bénéficiaires (femmes enceintes et enfants) de vaccinations dans le cadre du PEV (y compris les vaccinations PENTA)	71 901	10 823	(Cible non définie)	21%
Nombre d'enfants pris en charge pour malnutrition aigüe sévère	4 693	2 346	46%	15%
Nombre d'accouchements assistés	43 358	13 823	127%	19%
Nombre de femmes visites CPN totales	142 356	25 254	164%	22%
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de sensibilisation	432 051	-	193%	-

❖ **Appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine**

Le programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers d'un appui à la relance de la production alimentaire, à la gestion des enjeux intercommunautaires et au renforcement des capacités institutionnelles.

Le programme, mis en œuvre depuis 2015, comporte 3 volets complémentaires:

1. Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales: mis en œuvre par la *Food and Agriculture Organisation* (FAO) et *Danish Refugee Council* (DRC) dans la région de l'Ouham Pendé (nord-ouest) et WWF dans les régions de la Lobaye et Sangha Mbaéré (sud-ouest);
2. Transhumance et renforcement des communautés pastorales: mis en œuvre par la FAO, DRC, *Association for Cooperative Operations Research and Development* (ACORD), ACTED et *Catholic Relief Services* (CRS) à échelle nationale⁴;
3. L'établissement de filières de petit élevage: mis en œuvre par COOPI à Bangui et sa périphérie.

En 2018, seuls les projets mis en œuvre par ACTED sous le volet 2 du programme et COOPI sous le volet 3, ont encore été opérationnels.

Le **projet de renforcement de la résilience des éleveurs par ACTED**, s'est achevé en début d'avril 2018 après une prolongation du projet. Le projet est intervenu dans les préfectures du Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto, Ouaka et Bangui, bénéficiant les éleveurs résidents et transhumants, les ménages autochtones, la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE).

En dépit des difficultés rencontrées pendant la mise en œuvre (notamment violences qui ont amené à des périodes de suspension), ACTED a mis en place et formé les structures de gestion des ressources naturelles pour la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. La filière de l'élevage a par ailleurs été soutenue par ACTED à travers des dotations à des associations de bouchers et pharmacies vétérinaires, ainsi que la construction d'aires d'abattage. Ces activités ont également contribué à la gestion du conflit entre éleveurs et agriculteurs.

ACTED, avec les autres partenaires du programme, a relancé les campagnes nationales de vaccination du gros et petit bétail, en partenariat avec la FNEC et l'ANDE, y compris la construction de parcs de vaccination et la réhabilitation du laboratoire de l'ANDE.

Le **projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain** en République Centrafricaine a démarré le 23/6/2017 et il est mis en

⁴ Ouham, Ouham Pendé, Nana Mambéré, Nana Gribizi, Obella Mpoko, Mambéré Kadei, Ouaka, Kémo, Lobaye, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou

œuvre par un consortium d'ONG internationales et nationales chapoté par COOPI. Une très forte implication de l'ANDE et de la FNEC sous la supervision du Ministère de l'Elevage et de la Santé animale a pu être constatée.

L'objectif spécifique de ce projet est de «Renforcer les performances économiques et organisationnelles des filières du petit élevage dans les arrondissements de la Capitale et les Communes de Bimbo , Damara , Boali et Bégoua»; il vise globalement à soutenir la production d'intrants de qualité (alevins, porcins, poussins, produits vétérinaires, aliments spécifiques) pour redynamiser les filières volaille, piscicole et porcine en rendant disponibles et accessibles de manière permanente ces intrants aux producteurs.

Le projet, en plus de faciliter leurs accès aux marchés, appui la structuration et la bonne gouvernance des organisations de producteurs qui sont à la base des faîtières et de la FNEC.

A ce jour, toutes les études préalables ont été réalisées avec l'appui de Vétérinaires Sans Frontières (étude sur l'installation des sites de production) et du LERSA (recensement de plus de 1000 producteurs sur Bangui et sa périphérie). Les travaux de construction/réhabilitation sont quasiment tous terminés ou en voie de finalisation et vont permettre:

- la mise en fonction du siège de la FNEC qui va abriter aussi un centre de production de 10 000 poussins et l'usine de fabrication des aliments;
- la mise en fonction d'une station avicole et d'une station de reproduction des porcs (déjà finalisé et doté de 23 reproducteurs porcins);
- la remise en état d'une station piscicole dans le 7ème arrondissement.

Le volet de renforcement de capacités a déjà achevé sa première phase qui consistait à actualiser/réviser les manuels techniques de formation et procéder au recyclage des techniciens de la FNEC, des faîtières et des ONG locales partenaires (Caritas, Calebasse) pour avoir un noyau de 30 formateurs, qui ont démarré des formations en cascade au profit des 1000 producteurs sélectionnés.

Résultats clés – Sécurité alimentaire et nutritionnelle		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Volet 1 – Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales		
Nombre de groupements d'élevage formés et équipés	905	133%
Nombre de groupements de femmes formés et équipés pour leurs AGR (transformation/ diversification alimentaire et non alimentaire)	146	97%
Nb de comités villageois structurés/redynamisés	35	130%
Nombre de personnes sensibilisées en matière de protection et gestion des conflits	8 219	235%

Volet 2 – Transhumance et renforcement des communautés pastorales		
Nombre de ménages pastoraux ayant bénéficiés des campagnes de vaccination des animaux	104 710	116%
Nombre de parcs de bétails réhabilités	253	202%
Nombre de structures (6 GRN et foncier pastoral; 9 GC liés au pastoralisme; 5 mixtes + 12 antennes) créées ou redynamisées, renforcées et appuyées	32	100%
Nombre d'agents vétérinaires de l'ANDE actifs	87	200%
Volet 3 – Etablissement de filières de petit élevage		
Augmentation de la production avicole, piscicole, porcine et des petits ruminants des 8 arrondissements de Bangui et des Communes de Bimbo et Bégoua par rapport à la situation d'avant-projet	3 396 770 têtes ⁵	59%
Nombre d'éleveurs respect effectif de la part des producteurs des protocoles techniques standardisés et validés par l'ANDE pour la préparation, démarrage et suivi des cycles d'élevage	130	16%
Augmentation de la portion de valeur ajoutée retenue par les éleveurs (segment de la production de base)	14%	70%

❖ Relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains

Depuis mi-2015, le Fonds Bêkou a initié ce programme important et novateur pour contribuer à la redynamisation des acteurs économiques locaux (AEL) et des services concernés par les activités économiques à petite et moyenne échelle à Bangui et Bouar. Globalement l'impact accru du programme résidait dans le fait de soutenir en même temps et de manière coordonnée 1.500 AEL d'une part via des services d'accompagnement « non financier » (formation, coaching, accompagnement, appui/conseil) et d'autre part via la promotion / facilitation de l'accès aux services financiers.

⁵ Dont 3 386 669 volailles produites; 5 121 porcs adultes vendus; 4 980 porcelets commercialisés.

L'Action Relance Economique

OS 1 : Permettre aux acteurs économiques qui ont particulièrement souffert de la crise de créer de la valeur ajoutée, de l'emploi, de la croissance, en les soutenant dans le développement de leurs projets.

OS 2 : Assurer la disponibilité de services financiers de base à travers la **dynamisation et le renforcement de capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance en RCA** (EMF, APEMF, Service de la Microfinance, et Comité National de la Microfinance).



Le projet « Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement) », mis en œuvre par le consortium d'ONG DRC, *Mercy Corps Europe* (MCE) et ACTED, renforce le capital économique, humain, social et financier des acteurs économiques de Bangui, Bimbo, Bégoua et Bouar. Plus précisément, le projet cible six filières (maraîchage, aviculture, savonnerie, apiculture, construction traditionnelle et textile), qui ont été identifiées comme porteuses dans les zones ciblées lors de l'étude socio-économique menée initialement.

En 2018, l'identification des AEL a été finalisée avec 1501 AEL bénéficiant d'un paquet d'appui intégré pour lancer, redynamiser et/ou consolider leur projet. En plus de la dotation des kits et de formations sur les bonnes pratiques en gestion des activités économiques et l'éducation financière, un suivi post-formation continu a assuré les acquis de la formation reçue.

Cet accompagnement de proximité a déjà entraîné un engouement croissant quant à la demande de crédits. Environ 346 AEL ont déjà manifesté un intérêt à demander un crédit. De plus, les échanges lors de ce suivi, aideront à recadrer ou à réorienter les actions des AEL, à apporter des solutions aux problèmes rencontrés, notamment au regard des activités du deuxième volet du programme.

L'initiative FabLab (un incubateur permettant de soutenir des entrepreneurs innovants), lancée en 2017, continue à suivre leurs évolutions et leurs avancements. Tout au long de l'année, l'une des activités les plus importantes du projet a été le traitement des dossiers de demande de crédit et leur acheminement aux différents Etablissements de Microfinance (EMF) partenaires.

Une extension du projet a été signée fin 2018 pour assurer 15 mois additionnels d'accompagnement aux AEL et l'alignement avec la deuxième composante du programme.

La composante "Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des parties prenantes du secteur de la microfinance est mise en œuvre via l'AFD

par le consortium IRAM/ECHELLE. Le projet vise à redynamiser et renforcer les capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance en RCA:

- Au niveau macro, il renforcera les capacités des acteurs du cadre institutionnel afin de permettre aux EMF d'exercer leurs activités dans un environnement favorable et sécurisé. Pour cela, il est prévu de soutenir le « Comité National de Microfinance (CNMF) », et de renforcer des capacités de la Direction des Assurances, des Banques et de la Microfinance, et notamment du Service de la Microfinance, organe ministériel chargé du suivi de l'activité de microfinance en République Centrafricaine.
- Au niveau méso, il s'agit d'accompagner et d'appuyer la redynamisation de l'Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance de Centrafrique (APEMF-CA) créé en 2006, via l'élaboration d'un plan de développement focalisé sur l'offre de services au profit des différents acteurs du secteur.
- Au niveau micro, il s'agit de renforcer les capacités techniques, matérielles et organisationnelles de trois EMF. En l'absence de réseau bancaire, tourné vers les plus pauvres, ces établissements représentent la seule possibilité de bancarisation dans les quartiers et leurs agences constituent le seul moyen d'assurer des transactions financières sécurisées.

Après la crise de 2013, seuls 5 établissements de microfinance demeurent encore en activité constante, avec une couverture géographique conséquemment réduite. Leurs réseaux d'agences, impactés par la crise demeurent toujours opérationnels et délivrent leurs services aux populations, y inclus dans les quartiers les plus difficiles. Le projet prévoit de renforcer les capacités de la Caisse Mutuelle de Centrafrique (CMCA) et du Crédit Populaire de Centrafrique S.A (CPC), un autre établissement est en phase d'identification.

A ce jour, l'équipe du projet est en place et deux missions d'identification et d'analyse des besoins ont été initiées.

Résultats clés – Relance économique		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
% des AEL formés maîtrisant les bonnes pratiques en gestion des activités économiques et éducation financière	89%	118%
% des AEL non bancarisés lors de leur sélection et qui le deviennent à la fin du projet	70%	117%
% des AEL appuyés qui sont mis en relation avec des acteurs commerciaux, économiques et/ou institutionnels.	100%	125%

❖ *Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA/Tchad et du sud-est de la RCA*

Le programme Ecofaune+ vise à améliorer la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité en RCA dans une perspective de développement de l'économie verte et de lutte contre la pauvreté.

L'action se décompose en deux zones ayant chacune ses particularités.

Les Aires protégées et les Zones Cynégétiques Villageoises (ZCV) dans le Nord-Est

En mars-avril 2018 un sondage pédestre a permis entre autres le comptage d'indices animaliers et humains. 7,996 Km² ont été couverts dont 3,708 Km² au sud du PN Bamingui Bangoran, 2,286Km² dans la ZCV Idongo, 1,109 Km² dans la ZCV Bamingui-Bangoran, et 893 Km² à l'est de la ZCV Koukou-Bamingui.

Les résultats ont permis de préciser les espèces présentes et leur nombre. Les résultats ont été partagés avec le Comité Interministériel de Suivi (CIS) et présentés en Conseil des Ministres.



Figure 1. Présentation du projet ECOFAUNE+ à Bamingui - Novembre 2018

Entre février et décembre 2018, 709 journées et 478 nuits de missions de lutttes anti-braconnage ont été comptabilisés. 10 633 km ont été parcourus par les surveillants pisteurs et 159 braconniers ont été arrêtés.

L'analyse comparée des données mensuelles partant de février 2018 montre une régression progressive des nombres d'arrestations et de saisies d'armes jusqu'à en octobre 2018, ce qui pourrait être le reflet de l'impact positif de la lutte anti-braconnage.

Les courbes des arrestations et des saisies ont légèrement augmenté en novembre et décembre en raison de l'arrivée de la saison sèche.

Amorcé depuis 2017, le processus d'élaboration du Schéma Directeur d'aménagement du territoire (SDAT) de la préfecture de

Bamingui-Bangoran a bien avancé en 2018.

L'ensemble des études en vue de déterminer les valeurs écosystémiques de la préfecture couverte ont été réalisées, les enquêtes conduites sur le terrain et des consultations menées. Les ateliers locaux et interministériels de pré validation technique du projet du document du SDAT ont été tenus en novembre 2018.

Les actions de valorisation des produits forestiers non ligneux et des produits de la transhumance se sont concrétisées par le financement et l'accompagnement de quatre microprojets pilotes.

Le but est de faire évoluer le modèle ZCV voué à une dépendance importante de la chasse sportive, vers un modèle territorial de Développement Endogène et Durable (TeDED), qui prône une cohabitation ou un voisinage organisé de plusieurs vocations d'usage des ressources. Par conséquent, le projet a promu :

- la valorisation d'un produit forestier non ligneux, la noix de karité;
- la production de «charmouttes» (viande séchée) à base de viande de bœuf, en tant qu'alternative à la «charmoutte» à base de viande de brousse;
- l'élevage de pintade (autre alternative à la viande de brousse);
- la production de pain, actuellement absente sur le marché de Bamingui.

Compte tenu de la fin du projet en décembre 2018, le gouvernement centrafricain et la WCS ont signé un accord de Partenariat Public-Privé (21 décembre).

Ce projet capitalise sur les acquis d'ECOFAUNE+ et vise à assurer la conservation efficace et durable de la grande faune et de ses domaines vitaux (habitats, couloirs de migrations) en formant un continuum écologique pour l'intérêt des communautés locales, nationales et internationales.



Figure 2. Réalisation des activités génératrices de revenu dans le cadre du Projet ECOFAUNE+ en présence du Directeur Général M. Stefano Manservigi et de la Cheffe de Délégation Mme Samuela Isopi – Bamingui – Novembre 2018

La réserve naturelle "Chinko" dans le Sud-Est de la RCA

Le parc Chinko est géré par l'ONG African Parks Network (APN). Le contrat entre APN et le Fonds Bêkou a été signé en décembre 2017 et la mise en œuvre a commencé en janvier 2018.

La vision pour le parc est de « préserver la biodiversité par une gestion durable, concentrée sur de pratiques saines de conservation, en obtenant le soutien de la communauté locale pour la conservation de la faune, en favorisant le développement communautaire durable et en développant les infrastructures de la ZPC de manière compatible avec le Projet Chinko».

L'année 2018 a marqué une année de changement pour Chinko avec une restructuration interne et une nouvelle approche qui met également l'accent sur le développement des activités communautaire dans la périphérie.

Des succès ont été atteints, notamment dans la gestion de la transhumance venant du Soudan. Néanmoins, tout au long de l'année le contexte sécuritaire autour de la réserve était très fragile avec une présence des groupes armés qui rend parfois difficile la mise en place des activités communautaires de sensibilisation.

La présence d'APN à l'est de la RCA donne une occasion unique pour des efforts de conservation à long terme qui incluent également des investissements dans l'infrastructure, le développement économique, l'éducation et une étroite collaboration avec les responsables locaux. Actuellement Chinko donne de l'emploi à environ 300 personnes des communautés locales.

Résultats clés – ECOFAUNE+		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Les Aires protégées et les ZCV dans le Nord-Est		
Nombre de km ² sous contrôle	4 000	182%
Nombre de gardes formés	46	Cible non définie
Nombre d'initiatives économiques structurées	3	150%
La réserve naturelle "Chinko" dans le Sud-Est		
Nombre de gardes	60	75%
Km de route rénovée	337	320%

❖ Promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine

Ce programme contribue à favoriser la stabilisation et le relèvement de la société centrafricaine en renforçant les capacités locales et le dialogue à court et moyen terme à travers 4 composantes:

- (i) renforcement des capacités de la société civile centrafricaine;
- (ii) appui au redéploiement des autorités locales;
- (iii) appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains;
- (iv) soutien aux médias centrafricains.

Renforcement des capacités de la société civile centrafricaine

Cette composante, en faveur de la société civile centrafricaine, constitue la mise en œuvre d'une partie de la Feuille de route d'appui à la société civile centrafricaine par l'UE et ses Etats Membres.

Il est considéré comme un projet pilote pour démarrer un processus de travail important avec la société civile locale accompagné des interventions dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) sous le 11^e FED. Le projet, qui maximise les complémentarités avec les projets financés sous d'autres instruments de l'Union européenne en faveur de la société civile, sera capitalisé par le programme REPASOCC du 11^{ème} FED, en phase d'adoption début 2019.

En 2018, les activités sur la composante du renforcement des capacités des organisations locales ont bien avancé. Dans le cadre du processus d'adhésion à la Maison de Services (MdS), 120 OSC y seront associées. Fin 2018, 92 OSC y avaient déjà adhéré. La construction d'un nouveau bâtiment pour la MdS est prévue.

Sur la composante du renforcement des capacités des organisations intermédiaires, une dynamique d'appropriation du projet par les bénéficiaires est à souligner. En 2018, 22 membres de l'ACFPE et du LeRSA ont participé à la formation des instructeurs et à l'ingénierie pédagogique.

De plus, les contenus de deux modules de formation du parcours Management (structuration associative/gouvernance/RH et gestion de projets) ont été développés par les formateurs avec un appui des experts du siège de Bioforce. Les premières 49 OSC ont été formées dans le premier module du parcours « *Management* ». En outre, en novembre 2018, 13 *coachs* ont participé à une première formation. Chaque coach appuiera la mise en œuvre des plans d'action individuels des OSC formées.

Les activités d'appui du Secrétariat Permanent pour les ONG (SPONG), un service sous tutelle du Ministère du Plan, ont également avancé. Afin de renforcer les compétences du personnel, des formations en Microsoft Word et Excel de 20 membres ont eu lieu. D'autres formations (comme Access) suivront en 2019.

De plus, un véhicule pick-up, du matériel informatique et des fournitures de bureau ont été achetés et remis au SPONG en 2018. L'installation d'une connexion internet ainsi que l'achat de motos sont en cours de finalisation. Enfin, le SPONG est en cours d'identification d'une structure homologue dans la sous-région, pour un voyage d'étude et de capitalisation de bonnes pratiques qui aura lieu en 2019.

Résultats clés – Renforcement des capacités de la société civile		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
La Maison des services est utilisée par les OSC (augmentation en valeur absolue)	51	43%
Nombre de personnes issues du secteur du développement, de l'humanitaire et institutionnel ont renforcé leurs compétences à travers une offre de formation disponible et accessible	112	13%
Modules de formations de l'équipe du SPONG développés et mis en œuvre	2	20%

Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains

En réponse aux mouvements de retour observés depuis le début de l'année 2017 dans certaines zones, le Fonds Bêkou avait adopté une nouvelle composante d'appui au retour des PDI et des réfugiés centrafricains pour un montant de 9 millions d'euros.

Afin de favoriser le retour à Bangui, un contrat a été signé le 16/3/2018 avec ACTED pour un montant de 3.675.000 euro. Le projet soutient les dynamiques de retour des populations à Bangui à travers de la mise en place des instruments

sociaux, économiques et de protection renforcés. Dans ces instruments s'inscrivent les mesures de protection individuelles et communautaires dans les quartiers, l'appui psychosociale, l'organisation de THIMO et l'appui à des AGR et caisses de résilience pour l'augmentation de pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Les THIMO ont déjà bénéficié 238 personnes en créant 2 360 emploi-jours. Toutes les activités sont mises en œuvre en coordination avec les autorités locales et gouvernementales.

Le projet I koue boumbi ti ya Bambari na ndouzou / Tous ensemble pour le relèvement de Bambari, a démarré en février 2018 pour un montant de 1.750.000 euro pour favoriser le retour des habitants de Bambari. Le projet utilise des instruments d'atténuation des conflits pour améliorer la cohabitation pacifique des communautés et des instruments de prévention, atténuation et réponse aux conflits comme l'appui aux survivants de violences, le renforcement des services de base et l'appui à des AGR.

Les activités de sensibilisation ont déjà démarré avec environ 5 000 personnes sensibilisées sur la cohésion sociale et la paix et/ou sur la prévention de la violence basée sur le genre et les droits de l'Homme. De plus, plus de 400 victimes de VBG et/ ou des violations des droits de l'Homme bénéficient déjà d'un appui psychosocial direct. Dans ses activités s'inscrivent l'appui aux initiatives qui peuvent renforcer les opportunités économiques et améliorer les conditions de vie des populations de Bambari.

Ces activités seront mises en œuvre en 2019 en combinaison avec l'appui à la résilience des institutions locales.

Enfin, en novembre 2018, un projet signé avec CRS a l'objectif d'améliorer l'harmonie et les conditions de vie des populations retournées/déplacées et les communautés hôtes des Préfectures de l'ouest de la RCA.

Le projet cible 30 communautés réparties entre les préfectures Mambéré- Kadeï, Nana-Mambéré et Sangha Mbaéré. L'intervention appuie le retour spontané des ménages déplacés dans la zone transfrontalière avec le Cameroun où se trouve la grande majorité des réfugiés centrafricains. Les activités du projet ont démarré en novembre 2018 pour une durée de 24 mois.

Résultats clés – Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de personnes formées aux compétences en matière d'atténuation des conflits et de résolution	55	110%
Nombre de cas de VBG et violation des droits de l'Homme qui bénéficient d'un appui psychosocial	406	29%
Nombre de kits de matériel de soutien aux survivants distribué	126	90%
Nombre de bénéficiaires des THIMO	238	8%

Appui au redéploiement des autorités locales

Une Convention de délégation a été signée le 10 mars 2016 avec Expertise France (EF) pour la mise en œuvre d'un projet pilote de redéploiement des services publics déconcentrés, renforcement de la cohésion sociale et relèvement précoce en Centrafrique.

EF agit en partenariat avec Avocats Sans Frontières Belgique (ASF) pour le volet justice et avec l'Agence française de coopération médias (CFI) pour le volet médias. Une collaboration est également établie entre CFI et l'Association des Radios Communautaires centrafricaines (ARC). Le projet est piloté par un comité multi-acteurs sous la présidence du Haut-Commissaire à la Primature chargé de la politique de décentralisation et de régionalisation. La coordination locale est renforcée par des comités réunissant les autorités locales et les autres partenaires du projet dans les régions ciblées.

Les activités qui ont démarré en 2016 se poursuivent en trois phases: **phase 1 - diagnostic** (cartographie des acteurs et renforcement des partenaires locaux); **phase 2 – stabilisation** (redéploiement des autorités locales et renforcement des cadres de concertation locaux); **phase 3 – relèvement précoce de deux régions** (restauration des services locaux de base et relance économique locale).

Suite au diagnostic établi en 2016 sur les 4 territoires présélectionnés (Bambari, Berberati, Bria et Bangassou), les régions de Berberati et Bria ont été retenues comme zones ciblées par le projet.

Le diagnostic a porté sur la gouvernance locale, le cadre et les conditions de travail, et les compétences et capacités des services et du personnel, les médias, la cohésion sociale et l'activité économique.

Ainsi, les deux régions ont été sélectionnées selon les critères de nécessité du projet au regard de ses différents enjeux, synergie des actions en cours et à venir et faisabilité. Un plan d'action évolutif pour chacune des régions a été adopté par la suite.

Depuis 2016, Bria a connu une recrudescence de violence et en février 2018, comme la situation sécuritaire s'était dégradée, la décision de fermer le bureau de Bria et de rapatrier l'ensemble du matériel encore sur place a été prise. Par conséquent les équipes ont renforcé les activités à Berberati et finalement à Bangui. Toutefois, les activités de la composante « médias » ont continué à Bria.

A Berberati, le renforcement des autorités locales, médias et instances de justice, ainsi que la réhabilitation des bâtiments administratifs et des points d'eau communautaires, ont bien avancé.

Les formations ont renforcé et sensibilisé les autorités locales et 84 chefs de quartiers dans leurs responsabilités ainsi qu'à la gestion de la vie associative. Les activités sur le renforcement des capacités de plaidoyer de la société civile sont toujours en cours. Sur la composante « relance socio-économique », 73 dossiers de micro-projets ont été enregistrés et, après analyse, 3 micro-projets ont été validés et sont en attente de financement (3,5 MFCFA, 4M FCFA et 8 MFCFA).

Concernant le volet de renforcement de la cohésion sociale, l'appui aux frais de fonctionnement des stations de radio de Berberati et de Bria, ainsi que leur besoin en équipement a eu lieu le premier trimestre 2018.

Plusieurs séances de travail ont été effectuées sur la gestion et les aspects techniques de l'appui aux radios.

Résultats clés – Appui au redéploiement des autorités locales		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
1 bâtiment administratif réhabilité et équipé	1 bâtiment d'ACDA pleinement réhabilité et réceptionné avec 13 bureaux équipés et des panneaux solaires installées	100%
500 chefs et 500 conseils de quartier/villages sont formés sur leurs rôles et attributions	201 chefs et 191 conseils de quartier/villages dynamisés et formés	39%
Nombre d'infrastructures et équipements communautaires réhabilités	3	30%

Soutien aux médias indépendants comme acteurs directs du dialogue public au niveau local et national

Un deuxième contrat, suite à la conclusion du contrat précédent, a été signé fin mai 2018 avec la Fondation Hirondelle pour une durée des deux ans afin de consolider les acquis et continuer à appuyer la Radio Ndeke Luka (RNL) et ses efforts importants en faveur de la cohésion sociale.

RNL reste jusqu'à présent la seule radio avec une couverture nationale en Sango et en Français, émettant en direct 24h/24 et 7 jours/7. Ses émissions sont axées sur les droits humains, la jeunesse, la condition féminine, le développement, la santé, la justice et la bonne gouvernance.

La radio intervient également à travers son site web (<http://https://www.radiondekeluka.org/>), sur lequel elle publie ses articles et donne accès à ses émissions en direct et enregistrées.

Ainsi, RNL travaille contre la propagation de rumeurs et de fausses informations, diffuse des messages de cohésion sociale et fournit des clés de compréhension des efforts de réconciliation par son programme d'informations usuel, mais aussi des émissions thématiques comme « E le Songo » sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits communautaires et le magazine parlementaire sur l'implication des élus dans l'initiative de l'Union africaine pour la paix. Par ailleurs, les émissions-débat « Patara » renforce l'échange des opinions et le dialogue sur les activités gouvernementales et l'actualité.

Le Fonds Bêkou appuie RNL dans son fonctionnement quotidien et renforce ses capacités, afin d'accroître son professionnalisme et sa durabilité. Après l'adoption de la nouvelle grille de programmes en 2017, RNL a continué à répondre aux besoins des auditeurs avec le lancement du nouveau site web, avec un interface encore plus convivial (juillet 2018). Les relais de Bambari, Bouar, Bozoum et Ndélé, ainsi que les radios partenaires diffusant les programmes de RNL, ont globalement continué à fonctionner sur l'année. Depuis juin 2018, un nouvel émetteur RNL opère dans la ville de Berberati.

En 2019, la RNL réalisera ses plans pour la mise en ligne d'une page Facebook et d'un compte Twitter.

Résultats clés – Appui à la Radio Ndeke Luka		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Taux de la population centrafricaine ayant accès aux programmes de RNL	60% (>2 000 000 personnes)	100%
Nombre des correspondants en régions	24	80%
Nombre des émissions sur la réconciliation, le dialogue et la reconstruction du pays sur 24 mois	104	100%
Nombre de collaborateurs d'autres médias participant aux formations de RNL	8	80%
Nombre de journalistes, animateurs, présentateurs, techniciens et membres de l'administration conseillés, suivis et évalués lors des formations et en interne	30	100%

❖ **Résilience rurale et création d'emplois**

L'action « Résilience rurale et création d'emplois » vise à promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs agropastoraux productifs en RCA. Le programme adopte une approche "filrière" pour relever les défis structurels et organisationnels entravant le développement des filières productives.

Dans le contexte de ce programme, une étude d'expertise a été conduite en 2018. Cette étude a produit un diagnostic exhaustif et actualisé du système de formation en milieu rural et à vocation agropastorale.

Ce diagnostic a été complété par une synthèse du cadre politique et stratégique autour de la formation agricole et rurale. Différents ateliers collaboratifs ont permis de définir les grandes axes d'intervention pour la rénovation du dispositif de formation. Un programme d'intervention a ainsi pu être formulé sur la base de ces travaux et des visites de terrain.

Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés

Afin de faciliter le dialogue sectoriel, contribuer à la consolidation des politiques et renforcer les aspects organisationnels et opérationnels, deux assistants techniques seront mis à disposition des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et du Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale (MESA) à partir du premier trimestre 2019.

Le contrat des services d'assistance technique a été signé avec Sogerom en décembre 2018 et les deux AT travailleront ensemble pour renforcer le cadre de concertation du secteur.

Ils assureront aussi la cohérence et complémentarité des actions financées par le Fonds Bêkou et les partenaires techniques et financiers (PTF). Les deux AT auront des objectifs et des tâches similaires mais contextualisées par rapport aux deux différents secteurs d'intervention.

Un contrat pour une phase préliminaire de l'appui au niveau décentralisé a été signé en décembre 2018 avec IRAM. Une étude/diagnostic réalisé en 2017 aux principaux structures techniques des services aux producteurs du secteur agropastoral a identifié les 5 organisations les plus pertinentes: IACDA, l'ANDE, l'Institut Centrafricain de Recherche agronomique (ICRA), la FNEC et la Chambre d'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux, Forêts, Chasses, Pêches et du Tourisme (CAEEFCPT). La phase préliminaire du programme permettra d'actualiser le diagnostic institutionnel et d'identifier les priorités des services d'appui aux producteurs agropastoraux.

Une deuxième phase du programme renforcera ces structures techniques afin d'améliorer la qualité des services disponibles aux producteurs du secteur agropastoral. L'objectif est de favoriser un renforcement progressif des capacités techniques, organisationnelles et matérielles des principales structures qui fournissent des services techniques aux producteurs de base.

Appui multidimensionnel aux producteurs de base agricoles, agropastoraux et pastoraux

En mai 2018, le projet « soutien aux petits producteurs agricoles en République Centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée (P4P) » a été signé. Le projet dispose d'un budget de 2 M € sur 24 mois et il est mis en œuvre par le PAM.

L'idée de fonds du P4P est d'acheter localement certains produits agricoles qui sont ensuite transformés et utilisés dans les actions plus urgentes, comme la distribution des vivres pour les personnes déplacées ou les cantines scolaires. Ceci permet d'assurer des débouchés commerciaux aux producteurs et donc des gains monétaires dans un contexte où la commercialisation des produits agricoles est perçue comme un des facteurs de blocage au développement des filières agricoles.

Une phase pilote, du P4P en 2015, a consisté principalement à identifier et organiser les groupements de petits producteurs en organisations paysannes (OP) et à renforcer leurs capacités par des formations thématiques. Cette phase pilote a permis au PAM d'acheter localement, auprès de dix organisations paysannes (OP) des petits producteurs, 1100 mt de céréales et légumineuses entre 2015 et 2017. De plus le PAM, en partenariat avec le MADR, a visé le renforcement et l'encadrement des producteurs et du Laboratoire de Sciences Biologique et Agronomique pour le développement (LASBAD) sur le contrôle de qualité (Q&Q).

L'appui aux petits producteurs/P4P du PAM en RCA a suscité beaucoup d'espoir de la part des groupements agricoles et aussi du Gouvernement qui a officiellement demandé au PAM de poursuivre le développement de cette initiative à travers une mise à l'échelle progressive.

C'est dans cette perspective que le Fonds Bêkou a lancé le financement d'une partie de ce projet.

L'objectif global du projet est de « renforcer les capacités de production et de commercialisation des petits producteurs à travers la vente groupée pour augmenter leurs revenus et de renforcer leurs moyens de subsistance ». Le Fonds Bêkou, en synergie avec les financements d'autres bailleurs, ne finance pas uniquement l'achat de produits mais toute l'entièreté de l'action qui permet ces achats (formation, mise en relation, stockage etc.).

Les bénéficiaires directs du projet sont 20 Organisations paysannes faitières encadrant 46 000 groupements et associations paysannes, de petits producteurs ruraux de riz, haricots et sorgho.

Les bénéficiaires ont été ciblés en fonction des critères de vulnérabilité, du potentiel de production et du pourcentage des femmes dans les organisations paysannes. La présence des établissements scolaires de base, dans la zone du projet, est également prise en compte dans le but d'intégrer les activités d'appui aux petits producteurs et le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux.

Au cours des cinq premiers mois du projet, un peu plus d'un million EUR ont été mis à disposition dans l'économie locale à travers des achats locaux. Des missions d'identification, sensibilisation et ciblage ont permis d'identifier d'abord 10 organisations et faitières regroupant 1 253 groupements (24 500 ménages de petits producteurs agricoles, soit environ 122 500 individus) et ensuite 15 nouvelles organisations paysannes constituées de plus de 3 000 groupements et 40 000 ménages et le processus d'adhésion au projet est en cours.

L'identification des besoins en formations auprès ces OP est en cours. Afin de renforcer la coordination du secteur, cinq réunions de coordination sur les activités du P4P ont été organisées et présidées par le Ministère du MADR.

En décembre 2018, le Fonds Bêkou a établi deux nouveaux contrats pour ce secteur:

- Le projet d'appui intégré au développement des filières agropastorales porteuses pour la croissance et l'emploi mis en œuvre par un consortium d'ONG géré par Welthungerhilfe (WHH).

Le projet vise l'amélioration de l'accès des Organisations Paysannes à des intrants de qualité dans les filières porteuses identifiées; la structuration des OP et la diversification de leurs services aux producteurs ; la création de valeur ajoutée à tous les maillons des chaines de valeurs agricoles à haut potentiel; et l'intégration verticale et horizontale et la structuration des filières agricoles porteuses.

Les zones d'intervention du projet seront Ombella-M'Poko, Lobaye, Kémo, Bangui et environs.

- Le projet de renforcement de la résilience rurale dans les préfectures du Nord mis en œuvre par les ONG DRC, ACF, PUI, TGH et Concordis. Le projet vise en même temps le renforcement des capacités des organisations faitières (OPA), des groupements des producteurs et des producteurs individuels, ainsi que celles des acteurs étatiques.

Un volet sur la mitigation des tensions liées aux transhumances est prévu. Les zones d'intervention du projet sont les Préfectures de l'Ouham, de l'Ouham Pendé, de la Bamingui Bangoran et de la Vagaka, RCA.

Grace à ces deux projets plusieurs centaines de groupements / faïtières seront formés et équipés pour initier des productions agricoles importantes qui pourront être en partie achetées par les équipes du PAM dans le cadre du projet P4P.

Résultats clés – Résilience rurale et création d'emplois		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de tonnes de vivres (contractualisées) pour l'achat avec les OP	2 500	36%
Nombre de missions conjointes PAM/MADR/ACDA/ICRA/ORCCPA/LASBAD pour le suivi des activités et la sensibilisation des bénéficiaires et autorités administratives locales	2	(cible non définie)

❖ Désenclavement des Régions en République Centrafricaine

L'objectif de l'action consiste à désenclaver les régions prioritairement par la mise en place d'infrastructures et d'équipements. Le projet est complémentaire à de nombreuses actions en cours et il travaillera en synergie avec d'autres projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures dans le pays.

L'installation de ponts métalliques, mis à disposition gratuitement par la France, en remplacement de bacs et ponts vétustes, permettra en particulier d'agir sur les axes routiers. Le programme contribue ainsi au développement socio-économique du pays en promouvant la circulation des biens et des personnes, en renforçant la sécurité et la cohésion sociale, et en facilitant le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat. La Convention de délégation (phase 0 du programme) a été signée avec EF en Mai 2018 pour une durée de 8 mois et un budget d'environ 2.4 M €.

La mise en œuvre de cette phase consiste en :

- (i) un set activités dédiées à l'identification des ponts et aux études préalables ;
- (ii) (ii) cinq activités liées à l'acheminement des matériels et équipements depuis la France et à l'installation des premiers ponts.

Dans le contexte du premier groupe d'activités des progrès sont à signaler; la formation du Comité de Pilotage en novembre 2018, les différentes missions du Centre National des Ponts de Secours (CNPS) et la signature d'un accord de cession de ponts le 2 novembre 2018.

Compte tenu que l'identification des sites d'installation des ponts est en cours, les activités liées à l'évaluation de l'impact social et environnemental et l'analyse conflit n'ont pas été encore réalisées. Deux missions de diagnostic ont été déjà réalisées avec les ingénieurs du CNPS et plusieurs cadres interministériels de l'administration centrafricaine: la première mission a été effectuée en Juillet

2018 dans la région du Sud-ouest à Mbaïki-Mongoumba et Carnot-Boda et une deuxième, du 9 au 30 novembre 2018, dans la zone du nord-ouest (Ouham Pendé, Ouham, Nana Mamberé).

Le deuxième groupe d'activités dédié à la mise en œuvre des ponts, dont la phase d'acheminement des matériaux et des opérations de construction des ponts, a démarré. Le transport de 300 mètres de ponts métalliques comporte la mobilisation d'une bonne trentaine de containers et, vers la fin décembre 2018, huit containers étaient déjà arrivés à Bangui et une bonne vingtaine était encore au Cameroun en attendant la finalisation des procédures douanières.

Une cérémonie de lancement officiel du projet a eu lieu à Bimbo le 28/11/2018 en présence du Président de la République S. E. Pr. Faustin Archange Touadera, du Premier Ministre et des membres du gouvernement ainsi que du Directeur Général de DEVCO, M. Stefano Manservisi.

Pendant la cérémonie les éléments des FACA ont procédé à une démonstration de montage d'un segment d'un pont Bailey. En effet, EUTM avait formé une section du Génie Militaire FACA au montage de pont Bailey ainsi que pour le démontage d'un pont existant, celui de SAPEKE, et son remontage à ZINGA. Compte tenu de l'absence d'une expertise nationale, il a été décidé de confier le montage au Génie Militaire qui comptera avec le soutien technique d'EUTM. Il faut noter que les règles d'engagement du bataillon de génie des FACA imposent des contraintes élevées pour travailler à l'extérieur de Bangui, mais elles peuvent être surmontées.

La mise en œuvre du projet en huit mois préconisée par EF s'est démontrée trop optimiste et tous les délais décrits ont porté l'opérateur à demander une prolongation de la période de mise en œuvre.

A la fin de la Phase 0 il est prévu que 60 m de ponts métalliques seront installés (1 pont de 30m et 2 ponts de 15m) et qu'au moins 120 m de matériaux et équipements accessoires seront acheminés à Bangui.

Résultats clés – Projet de désenclavement		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Un minimum de 300 mètres de ponts est cédé par la France à la République centrafricaine et sont installés	Les 300m sont cédés	100%
Amélioration des flux d'importation, des importations et des exportations	Les ponts ne sont pas encore installés	0%
1 cartographie exhaustive est établie et présentée en COPIL	Cartographie réalisée	50%
Une analyse sécurité des zones de Bimbo, PK10 et Damara est délivrée > 1 pont à Bimbo est installé > 1 à 2 ponts à PK10 sont installés > 4 ponts à Damara sont installés	Il y a eu des changements sur la liste de ponts métalliques à installer	N/A

❖ *Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)*

Cette action a pour but principal d'augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la République centrafricaine. Le projet est en ligne avec la Politique et Stratégie Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), qui constitue le cadre d'orientation du secteur.

La présente action vient compléter et renforcer les impacts des différents projets de l'Union européenne, ainsi que de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'UNICEF et d'autres partenaires à la République centrafricaine.

Intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires

Le projet « Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA », contracté le 12 avril 2018, est mis en œuvre par les ONG World Vision, Judepec (ONG nationale), Water for Good et Oxfam.

Son objectif global est d'augmenter le taux de couverture en eau potable et d'améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales des préfectures de Sangha-Mbaéré (sous-préfectures de Nola, Bayanga et Bambio), Ouham Pendé (Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye, Paoua), Bamingui-Bangoran (Ndelé et Bamingui) et Vakaga (Birao). En plus de la construction des nouveaux forages, des latrines familiales et d'autres points d'eau, le développement des compétences techniques pour les membres des communautés est prévu.

En plein alignement avec l'approche LRRD, le projet vise d'établir un partenariat effectif entre les Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) locaux et l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA).

Afin de mieux comprendre les besoins ainsi que les attitudes et pratiques des communautés en matière d'eau, une phase diagnostique a eu lieu pendant les premiers mois du projet. Cette phase comprenait l'évaluation des besoins et capacités des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) ; à l'issue de cette première enquête, le choix des villages est en train d'être finalisé et un programme de renforcement des capacités est développé. De plus, un autre diagnostique a permis la finalisation et publication des listes des sites pour la construction et réalisation des forages.

Afin de connaître le niveau de connaissances, d'attitudes et de pratiques des communautés en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, une enquête de base a été distribuée. A la base de cette analyse, les premières activités de sensibilisation de masse ont eu lieu avant la fin de l'année.

Dans le cadre du renforcement des capacités des communautés en matière d'hygiène et d'assainissement piloté par la communauté (ATPC), plusieurs communautés ont été engagées et ont bénéficié des activités de construction des latrines familiales.

L'objectif fondamental est d'amener la communauté à faire eux même une approche participative afin de se donner à l'utilisation des latrines.

Intervention structurante sur le moyen terme

La deuxième composante du programme a pour but l'acquisition de matériels et équipements de forages pour l'ANEA pour leur permettre d'assurer le suivi et la maintenance dans les zones rurales. Une convention de subvention a été signée avec UNICEF en juillet 2018.

Comme pour la première composante, une phase d'analyse de base était nécessaire. En novembre, l'analyse de la situation a été lancée à Bossangoa et à Paoua. A Bossangoa, l'analyse faite sur 12 axes a permis d'identifier 176 villages identifiés pour la conduite de l'ATPC; le besoin de 77 nouvelles constructions de points d'eau et de 133 réhabilitations de points d'eau répertoriées.

A Paoua, l'analyse faite sur 5 axes a permis d'identifier le besoin de 17 nouvelles constructions de points d'eau et de 70 réhabilitations de points d'eau répertoriées.

En pleine synergie avec d'autres programmes, le projet vise l'installation de latrines pour les écoles et les FOSAs. Etant donné que l'ANEA a développé des plans similaires, une complémentarité et synergie sera assurée.

Le déploiement des équipes ANEA sur le terrain vers la fin du mois d'octobre était un point marquant pour le projet et les préfectures de la mise en œuvre. Cependant, tous les agents n'ont pas pris leurs fonctions. Afin de favoriser ce déploiement, UNICEF a remis une partie de matériel acheté sous fonds du projet à l'ANEA pour permettre le démarrage des activités.

Résultats clés – Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Intervention structurante sur le moyen terme		
Antennes ANEA opérationnelles pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en milieu rural	3	75%
% population ayant au moins un accès basic à l'eau potable	54%	-

2.3 Suivi et évaluation

2.3.1 Cadre de Résultats

Dans son rapport spécial⁶ (publié en octobre 2017), la Cour des comptes a recommandé l'identification des objectifs SMART pour le Fonds Bêkou avec des indicateurs correspondants, afin de pouvoir suivre et démontrer les résultats au niveau du Fonds.

Le Cadre de Résultats identifiant la chaîne de résultats et reprenant tous les indicateurs importants des projets individuels a été approuvé par le Comité de Gestion le 30 novembre 2018. Le Cadre de Résultats sera alimenté par des bases des données internationales et nationales (notamment au niveau d'impact et de réalisations) et des cadres logiques des projets mis en œuvre par le Fonds Bêkou (notamment au niveau d'extrants).

Enfin, il est important de noter qu'il évoluera en accord avec la ligne stratégique du Fonds Bêkou ainsi que l'adoption des nouvelles actions et/ou la mise à jour des cadres logiques individuels.

⁶ Rapport spécial n° 11/2017: Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances, <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41726>

RESULTATS PREVUS		INDICATEURS	ETAT D'AVANCEMENT	MOYENS DE VERIFICATION
OBJECTIF GENERAL	SDG			
Améliorer la stabilisation et la reconstruction de la République Centrafricaine et renforcer la résilience de la population	10	Nombre de réfugiés et demandeurs d'asile sous la responsabilité du HCR par situation	576 884	Les statistiques du HCR et/ou des études (Oct. 2018)
	2	Valeur ajoutée de l'agriculture en % du PIB	39.6%	Données WDI data (2017)
	1	Proportion de la population se trouvant en dessous du seuil international de pauvreté	51%	Données Banque Mondiale (2008)
	16	Nombre de victimes d'homicide intentionnel par 100,000 de population	20	Données Banque Mondiale (2016)
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: RETABLIR LES SERVICES DE BASE ET RENFORCER LE REDEPLOIEMENT DE L'ETAT	1, 2, 3, 6, 16	Le taux de mortalité d'enfants de moins de cinq ans (sur 1,000)	121.5	Base des données des indicateurs ODD (2017)
		Le taux de mortalité maternelle (sur 100,000)	882	UNSD MDG base des données (2015)
		Nombre de personnes qui ont accès à l'approvisionnement en eau amélioré et/ou installations sanitaires	-	Base des données nationale
		ACDA et ANDE fonctionnelles sur le terrain pour effectuer la vulgarisation	-	Base des données nationale
1.1 Qualité et quantité améliorées de services de base de santé	3	Nombre de consultations médicales fournies avec l'appui du FF	2 972 162	Cadre logique - projets
	3	Nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié avec l'appui du FF	90 240	Cadre logique - projets

1.2 Qualité et quantité améliorées de services de base WASH (de lavage)	6	Nombre des points d'eau (y compris forages) construit/réhabilités	113	Cadre logique - projets
1.3 Pratiques agricoles améliorées	2	Nombre des groupes agricoles, producteurs des semences, agriculteurs et jardiniers formés et équipés avec des kits	3 601	Cadre logique - projets
	2	Nombre des vaccinations d'animaux avec l'appui du FF	2 035 438	Cadre logique - projets
	2	Nombre des petits exploitants atteints avec les interventions soutenues par le FF dans le but d'augmenter leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité du terrain	1 850 889	Cadre logique - projets
	2	Nombre d'AGR appuyées	15 996	Cadre logique - projets
1.4 La capacité renforcée de l'État de fournir des services de qualité à leurs citoyens	1	Nombre des structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	118 structures/institutions (dont 4 Ministères directement appuyés)	Cadre logique - projets
1.5 La capacité renforcée de la société civile pour l'appui aux communautés locales	16	Nombre d'organisations de la société civile qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	128	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE	5, 8, 10, 16	Pourcentage de l'audience de la Radio Ndeke Luka qui ont une meilleure compréhension de la situation actuelle en RCA et qui ont les informations/moyens nécessaires pour participer au dialogue public	> 50% sur une audience de 2 000 000 personnes	Cadre logique - projets
		Nombre des femmes/jeunes filles qui ont été autonomisées dans leur intégration sociale et économique	15 792	Cadre logique - projets

2.1 La prévention de conflit renforcée	16	Nombre de personnes qui ont bénéficié directement des interventions appuyées par l'UE visant spécifiquement à soutenir le peace-building civil post-conflit et/ou la prévention de conflit	54 021	Cadre logique - projets
2.2 Les déplacés internes et réfugiés réintégrés dans les communautés locales	10	Nombre de réfugiés, déplacés forcés ou personnes des communautés hôtes qui ont été protégés ou assistés avec l'appui du FF	10 951	Cadre logique - projets
2.3 Les médias locaux renforcés et indépendants	16	Nombre des radio émetteurs	5	Cadre logique - projets
	16	Nombre de médias directement appuyés par le FF	14	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: RETABLISSEMENT DU SECTEUR ECONOMIQUE ET PRODUCTIF	8, 9, 11			
3.1 Opportunités de VET/développement de compétences augmentés	8	Nombre de personnes qui ont bénéficié des VET/interventions de développement des compétences sur base institutionnelle ou professionnelle appuyé par le FF	17 990	Cadre logique - projets
	8	Nombre de jeunes/personnes de groupes vulnérables qui travaillent aux THIMO	5 460	Cadre logique - projets
3.2 Le développement du secteur privé promu	8	Nombre de bénéficiaires avec l'accès aux services financiers avec l'appui du FF: a) entreprises, b) individus	2 593	Cadre logique - projets
3.3 L'infrastructure réparée et/ou construite	9	Nombre de ponts construits avec l'appui du FF	0	Cadre logique - projets
	11	Nombre d'espaces publics/bâtiments réparés avec l'appui du FF	321	Cadre logique - projets

2.3.2 Missions de suivi axé sur les résultats

Depuis 2016, les projets du Fonds Bêkou bénéficient du suivi basé sur les résultats (ROM – *Results Oriented Monitoring*), module commun aux DG DEVCO, DG NEAR, et Délégations de l'Union européenne.

La planification annuelle prévu 5 missions ROM; cependant, la seule mission effectuée était celle du projet T03.101 – «Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République centrafricaine ». L'incapacité d'avancer avec tous les missions prévues, est liée, dans tous les cas, au contexte sécuritaire et à l'indisponibilité des experts prêts à partir pour la RCA et notamment pour des missions dehors Bangui.

2.3.3 Evaluations

Une évaluation externe a été conduite en avril/mai 2018 sur les deux premières phases du programme de Santé⁷ et a principalement porté sur les critères de pertinence, valeur ajoutée de l'Union européenne, cohérence, efficacité, efficience, impact et viabilité. Les évaluateurs ont confirmé le rôle essentiel du Fonds Bêkou dans le secteur de la santé, en couvrant 30% des services de santé du pays. L'impact visible du programme lors de l'évaluation concerne notamment la remise en activité des formations sanitaires dans les zones d'intervention et la relance du Paquet Minimum d'Activités (PCA) et Paquet Complémentaire d'Activités (PCA). La population locale, y inclus les notables, ont clairement associé la diminution des mortalités infantiles et maternelles, observée dans les communautés ciblées, au programme du Fonds Bêkou. L'évaluation a par ailleurs mis en lumière la contrainte structurelle en termes de disponibilité de ressources humaines qualifiées et adéquates au niveau des équipes-cadres de district et des formations sanitaires.

Bien que les ONG aient réussi à renforcer les districts sanitaires et contribuent à recruter/former le personnel des formations sanitaires, celui-ci reste insuffisant par rapport aux besoins. Les évaluateurs ont cependant constaté la bonne performance des ONG partenaires, en dépit des conditions contextuelles et sécuritaires souvent difficiles. Les interventions des différents acteurs méritent néanmoins d'être mieux harmonisées, afin d'assurer une qualité égale dans les formations sanitaires appuyées. Dans la mesure du possible, les recommandations de l'évaluation ont été prises en compte dans la formulation de la phase 3 de l'action.

2.4 Communication et visibilité

Sur toute l'année 2018, les partenaires ont poursuivi la mise en œuvre de leur plan de communication et visibilité, assurant une sensibilisation et communication sur les projets, ainsi que la visibilité de l'Union européenne. Cette année a marqué une coordination plus étroite avec les partenaires de la mise en œuvre en termes du respect des exigences de visibilité accompagnée par une révision progressive des Plans de Communication des projets.

⁷ «Evaluation du Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en République centrafricaine - Phases 1 et 2 », disponible en ligne sur: <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents/rapport-devaluation-du-programme-dappui-sectoriel-sante-phases-1-et-2>

Par ailleurs, les partenaires exécutifs ont continué à publier des articles et témoignages de bénéficiaires sur le site internet de capacity4dev (<https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou>), mais également leurs propres sites et réseaux sociaux et la presse locale.

Le Fonds Bêkou a également effectué les activités de communication et visibilité suivantes:

Activité	Lieu	Dates
Organisation du colloque «Le développement agricole en Centrafrique»	Bangui	28/2/2018 - 1/3/2018
Session «Fostering gender equality via the radio: Radio Ndeke Luka in Central African Republic» aux Journées européennes du Développement (JED)	Bruxelles	5/06/2018
Contribution à l'atelier de cinéma documentaire autour de la thématique de la réconciliation (initiative «Ateliers Varan») – Réception des 10 films	Bangui	12/2017 - 07/2018
Présentation du Fonds Bêkou dans le cadre de l'«Atelier national sur l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix en République Centrafricaine»	Bangui	15/10/2018 - 16/10/2018
Discussion stratégique sur le futur du Fonds Bêkou avec l'objectif d'échanger des idées et de développer les perspectives avec toutes les parties prenantes: UE (SEAE et Commission Européenne), Etats membres, gouvernement centrafricain (avec la présence du Ministre du Plan et du Ministre de la Santé) et des ONG qui opèrent en RCA.	Bruxelles	19/10/2018

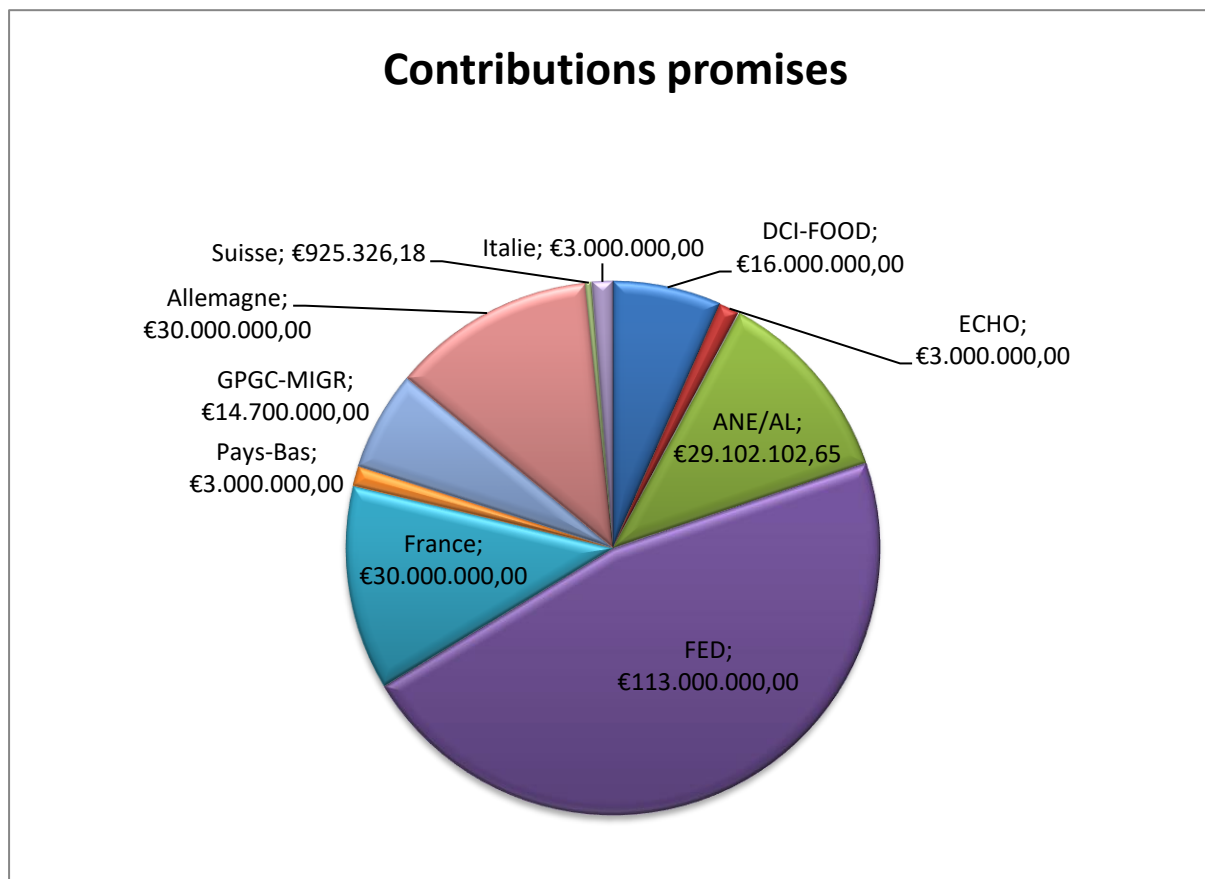
3. RAPPORT FINANCIER⁸

3.1 Promesses de dons et contributions

En 2018, les contributeurs du Fonds Bêkou se sont engagés pour un montant de contributions dépassant les 242 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 6 millions par rapport au total des contributions 2017.

Ces promesses de dons se sont concrétisées pour la plus grande part: plus de 237 millions d'euros ont été confirmés par un certificat de contribution, contre seulement 5 millions d'euros en attente de certificat.

Le graphique ci-dessous montre la ventilation des contributions promises par contributeur.



⁸ Draft annual accounts of the EU Trust Fund will be annexed to the AAR of the AOD.

Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, confirmées et payées ainsi que les montants des crédits (opérationnels et administratifs) d'engagement et de paiement (avec les intérêts perçus jusqu'à la fin de 2018).

Contributions	Promesses	Certifiés	Intérêts	Payés
UE - FED	€113 000 000,00	€113 000 000,00		€39 000 000,00
UE - DCI-FOOD 2014-2017	€16 000 000,00	€16 000 000,00		€16 000 000,00
UE - ANE/AL 2014-2017	€29 102 102,65	€29 102 102,65		€29 102 102,65,00
UE - GPGC-MIGR	€14 700 000,00	€14 700 000,00		€14 700 000,00
UE - ECHO	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€2 000 000,00
DE	€30 000 000,00	€30 000 000,00		€30 000 000,00
FR	€30 000 000,00	€25 000 000,00		€25 000 000,00
NL	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€3 000 000,00
CH	€925 326,18	€925 326,18		€925 326,18
IT	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€2 000 000,00
TOTAL	€242 727 428,83	<u>237 727 428,83</u>		132 625 326,18
TOTAL INTERETS			€150 474,58	
<u>Total crédits d'engagement reçus (opérationnels & administratifs incl. intérêts)</u>		<u>€237 877 903,41</u>		
Total crédits d'engagement reçus (opérationnels incl. intérêts)		€226 951 851,49		
Totale crédits d'engagement reçus (administratifs incl. intérêts)		€10 926 051,91		
<u>Total crédits de paiements reçus (opérationnels & administratifs incl. intérêts)</u>				<u>€132 775 800,75</u>
Total crédits de paiements reçus (opérationnels incl. intérêts)				€126 923 610,72
Total crédits de paiements (administratifs incl. intérêts)				€5 852 190,03

Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, confirmées et à recevoir.

Contributeurs	Montant promis	Certificat de contribution	Montant certifié	Montant à recevoir
<u>BUDGET UE (TU1)</u>		-	-	
DCI-FOOD 2014	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
DCI-FOOD 2016	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
DCI-FOOD 2016	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
ECHO - 1	€2 000 000,00	OUI	€2 000 000,00	
ECHO - 2	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ANE/AL 2014	€10 669 756,54	OUI	€10 669 756,54	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€8 552 672,12	OUI	€8 552 672,12	
ANE/AL 2015 (NEAR)	€1 990 000,00	OUI	€1 990 000,00	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€3 120 114,43	OUI	€3 120 114,43	
ANE/AL 2016	€2 589 060,05	OUI	€2 589 060,05	
ANE/AL 2017	€2 180 499,51	OUI	€2 180 499,51	
GPGC-MIGR	€14 700 000,00	OUI	€14 700 000,00	
Sous-total TU1	€62 802 102,65		€62 802 102,65	€0,00
<u>FED (TU3)</u>				
FED	€39 000 000,00	OUI	€39 000 000,00	
FED - PIR	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FED - OMD	€9 000 000,00	OUI	€9 000 000,00	
FED - RESERVE	€15 000 000,00	OUI	€15 000 000,00	
PIN - FED 11ème	€45 000 000,00	OUI	€45 000 000,00	
Sous-total TU3	€113 000 000,00		€113 000 000,00	€0,00
<u>EXTERNE (TU5)</u>				
FRANCE - 1	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	€5,000,000.00
FRANCE - 2	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 3	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 5	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 6	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 7	€5,000,000.00	NON		
NETHERLANDS	€3,000,000.00	OUI	€3,000,000.00	
ALLEMAGNE - 1	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
ALLEMAGNE - 2	€10,000,000.00	OUI	€10,000,000.00	
ALLEMAGNE - 3	€15,000,000.00	OUI	€15,000,000.00	
ITALIE - 1	€1,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
ITALIE - 2	€1,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
ITALIE - 3	€1,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
SUISSE - 1	€925,326.18	OUI	€925,326.18	
Sous-total TU5	€66 925 326,18		€61 925 326,18	€5 000 000,00
GRAND TOTAL	€242 727 428,83		€237 727 428,83	€5 000 000,00

3.2 Bénéficiaires et montants contractualisés

En 2018, le Fonds Bêkou a conclu 30 nouveaux contrats pour un montant total de presque 80 millions d'euros. Ces contrats ont été conclus dans le cadre des programmes suivants: Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé 2) ; Programme d'appui sectoriel santé au Plan Intérimaire en RCA (Santé 3) ; Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains; Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine ; Programme de résilience rurale et création d'emplois ; Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV) ; Projet de désenclavement des Régions en République Centrafricaine et dans le cadre de la Facilité d'assistance technique et de communication.

En 2018, le Fonds Bêkou a aussi approuvé l'augmentation de certaines subventions déjà attribuées lors d'années précédentes. En particulier la subvention déjà attribuée en 2016 à DRC dans le cadre du programme Relance économique a été augmentée de quasi 2 000 000 EUR, la subvention déjà attribuée en 2016 à ALIMA dans le cadre du programme Santé II a été augmentée d'un peu plus de 423 000 EUR et la subvention déjà attribuée en 2017 à IRC dans le cadre du programme Genre II a été augmentée de 600 000 EUR.

La liste de tous les contrats signés depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le nom de l'organisation bénéficiaire, le montant contractualisé ou final et l'année de signature du contrat, est l'objet du tableau ci-dessous.

Contrats 2014-2018				
Réf.	Titre	Bénéficiaire	Montant contractualisé ou final (après dégagement)	Année de signature du contrat
T03.9	Appui à la restauration du système de santé de base dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 185 203,17	2015
T03.10	Strengthening the health system in north-eastern Central African Republic	IMC	€2 987 454,12	2015
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^e arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	2 160 830,68	2015
T03.12	Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA	IRC	€1 336 091,00	2015
T03.13	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations affectées par le conflit armé et ses conséquences, et de la relance du système de santé des districts de Lakouanga et Ouango-Bangui dans la région sanitaire n°7 de la RCA	Save The Children Denmark	€1 358 133,00	2015
T03.14	Appui au district des Castors dans le 3 ^e arrondissement de Bangui	CRF	€2 300 000,00	2015
T03.27	High level conference on the EU Trust Fund or CAR Bêkou Lot 2- Communication and training	Particip	€89 935,00	2015
T03.28	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou – Lot 3 Conference	LDK	€60 874,70	2015
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	AFD	€4 400 000,00	2015
T03.32	Programme de réponse à court et à moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	€4 214 006,64	2015

T03.33	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au relèvement socio-économique des communautés paysannes de l'Ouham Pendé par le renforcement de leurs capacités de résilience	DRC	€1 656 233,55	2015
T03.34	Appui à la participation des OSC et populations locales et autochtones dans la gouvernance des ressources naturelles et le relèvement socio-économique du Sud-Ouest de la RCA	WWF	€374 794,00	2015
T03.35	Appui à la restauration du système de santé de base à Ndélé	PUI	€1 736 845,70	2015
T03.36	Assistance technique au Ministère de la Santé publique	AEDES	€378 476,10	2015
T03.38	Etude sur les options pour le renforcement du système national d'approvisionnement en médicaments essentiels génériques (MEG)	HERA	€51 540,71	2015
T03.43	Cohabitation, synergie et résilience agropastorale	DRC	€362 164,00	2015
T03.44	Purchase Order – 200 Pens + update of communication materials TF Bêkou	Particip	€1 600,00	2015
T03.46	Contribution à la paix sociale et à la sécurité alimentaire durable à travers la restauration du dialogue et la relance du secteur élevage en RCA	ACORD	€450 088,20	2015
T03.47	La résilience des populations en matière de sécurité alimentaire	FAO	€1 700 000,00	2015
T03.48	Renforcement de la résilience des éleveurs à travers la réorganisation des réseaux de transhumance	ACTED	€620 928,00	2015
T03.49	Transhumance	FAO	€813 536,00	2015
T03.57	Supply of services for the audit of the annual accounts	KPMG Réviseurs d'Entreprises	237 500,00	2016
T03.61	Programme de restauration des activités pastorales dans les deux communes d'élevages de Niem et de Gaudrot dans la préfecture de la Nana-Mambéré en RCA	CRS	€415 851,29	2016
T03.64	Projet pilote de redéploiement des services déconcentrés de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique	Expertise France	€3 700 000,00	2016
T03.68	Frais de voyages journalistes Vox Media – Reportage investiture du Président à Bangui	AMEX	€2 594,13	2016
T03.70	Radio Ndeke Luka: favoriser la réconciliation et le dialogue en RCA à travers un média impartial, national et professionnel	Fondation Hirondelle	€1 975 752,86	2016
T03.72	Update Communication materials – Brochures EN/FR	Particip	€2 500,00	2016
T03.74	Préparation et facilitation du débat Bêkou aux JED – 16 Juin 2016	ECDPM	€2 437,41	2016
T03.78	Contrat cadre PMO – Bon de commande – Frais de voyage 1 ministre RCA + 1 – EDD- 16 Juin 2016	AMEX	€7 272,16	2016
T03.80	Ecosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA – Volet Nord	AGRECO	€3 834 750,00	2016
T03.84	Service de modération et facilitation de l'atelier Bangui "De la Résilience au Développement"	URD	€14 805,00	2016
T03.85	"Promouvoir la Réconciliation et le Dialogue en République centrafricaine (RCA)" – Etude	Vircoulon risk Consulting	€19 500,00	2016
T03.86	Atelier Bêkou "De la Résilience au Développement" – Mise à disposition des locaux, équipement, matériel et services d'accueil et traiteur	Alliance Française (Bangui)	€9 416,70	2016

T03.88	Finis Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC	€9 467 454,99 ⁹	2016
T03.91	Projet d'assistance medico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé des 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 4 ^{ème} arrondissements de Bangui	PUI	€1 800 000,00	2016
T03.92	Strengthening the health system in northeaster central African republic	IMC	€4 202 938,00	2016
T03.93	Projet d'assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^{ème} arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	€2 539 937,42 ¹⁰	2016
T03.94	Soutien au district de Castors pour la consolidation durable du système sanitaire dans le 3 ^{ème} arrondissement de Bangui et sa périphérie	CRF	€2 273 691,00	2016
T03.95	Appui à la restauration du système de santé dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 963 134,00	2017
T03.97	PRESU 2 – Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2	AFD	€11 660 000,00	2016
T03.99	Identification et formulation du programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base sous le financement du Fonds Fiduciaire Bêkou – Contrat cadre nr 2017/383298 BENEFC 2013 LOT 2	PlanetEau	€29 468,28	2017
T03.100	Catering et fleurs conférence de Bruxelles pour la République Centrafricaine 17/11/2016	Conseil de l'Union Européenne	€20 573,82	2017
T03.101	Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République centrafricaine	COOPI	€3 350 000,00	2017
T03.102	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles	IRC	€1 986 000,00 ¹¹	2017
T03.104	Appui à la restauration du système de santé de base en faveur des populations vulnérables de la préfecture sanitaire de la Bamingui Bangoran (RCA)	PUI	€3 400 000,00	2017
T03.105	Préparation et modération du débat Bêkou aux JED 2017	ECDPM	€2 437,41	2017
T03.106	Mission d'évaluation du secteur agro-pastoral en vue de la formulation de la fiche d'action Sécurité Alimentaire 2	Bernard Baugé	€11 880,00	2017
T03.107	Contrat cadre PMO - Bon de commande – Frais de voyages + hôtel 2 ministres RCA – JED 2017	AMEX	€7 861,18	2017
T03.109	Assistance Technique (AT1) SANTE II	AEDES	€463 800,00	2017
T03.110	Projet de renforcement des capacités de la société civile centrafricaine	Institut Bioforce Développement	€2 500 000,00	2018
T03.111	Amélioration de la prise en charge sanitaire des populations vulnérables de la préfecture de la Mambere Kadei par le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Centrafricaine	CRF	€2 721 441,00	2017

⁹ Montant initial 7 467 455 EUR. Avenant pour extension signé en 2018 ajoutant 1 999 999,99 EUR

¹⁰ Montant initial 2 116 851 EUR. Avenant pour extension signé en 2018 ajoutant 423 086,24 EUR

¹¹ Montant initial 1 386 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2018 ajoutant 600 000 EUR

T03.112	Implementing sustainable conservation management interventions in the Chinko Project Area in CAR	APN	€1 490 877,00	2017
T03.114	Journée Internationale de la femme rurale et de l'alimentation en RCA	Alliance Française (Bangui)	€19 924,00	2017
T03.115	Projet d'amélioration de la prise en charge de la santé maternelle et infantile dans le district sanitaire de Boda en RCA	ALIMA	€2 850 000,00	2017
T03.116	Projet de création documentaire autour de la thématique de la réconciliation	Alliance française (Bangui)	€19 920,00	2017
T03.121	I koue boumbi ti ya bambari na ndouzou / Tous ensemble pour le relèvement de Bambari	MCE	€1 750 000,00	2018
T03.123	Ndjonî kiringo na kodoro/ Bon retour à la maison. Soutenir et pérenniser les dynamiques de retour à Bangui à travers des mécanismes sociaux, économiques et de protection renforcée	ACTED	€3 491 250,07	2018
T03.125	Vérification FAO T03.47 et T03.49	Baker Tilly Réviseurs d'Entreprises	€15 756,00	2018
T03.127	Evaluation du programme d'appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA - phase 1 et 2	ICE	€210 774,00	2018
T03.131	Audits financiers des subventions IMC T03.10, ALIMA T03.11 et ACORD T03.146	Moore Stephens	€39 314,00	2018
T03.135	Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA	World Vision	€3 990 000,00	2018
T03.138	Programme de résilience rurale et création d'emploi - projet de soutien aux petits producteurs agricoles en République centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée	PAM	€2 000 000,00	2018
T03.140	Projet de désenclavement des régions de République centrafricaine - Phase initiale de diagnostic	Expertise France	€2 428 970,15	2018
T03.141	Appui au complexe pédiatrique de Bangui	CUAMM	€4 000 000.00	2018
T03.143	Audit financier de la subvention T03.80 Avec AGRECO	Moore Stephens	€8 275,00	2018
T03.144	Radio Ndeke Luka : la radio des centrafricains pour accompagner la réconciliation et la restauration de l'état de droit dans le pays	Fondation Hirondelle	€2 380 500,00	2018
T03.148	Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	AFD	€3 200 000,00	2018
T03.149	Projet de renforcement des capacités de l'ANEA pour un accès durable à l'eau et à l'assainissement en milieu rural	UNICEF	€6 800 000,00	2018
T03.150	Santé II – Assistance Technique II	AEDES	€439 000,00	2018
T03.151	EDD 2018 - frais participation Ministre Pana	AMEX	€6 356.85	2018
T03.153	Etude sur la formation professionnelle – Résilience Rurale	SARL	€19 950,00	2018
T03.158	Etude sur les perspectives en RCA et la pertinence du Fonds Békou	Vircoulon Risk Consulting	€20 000,00	2018
T03.161	Appui au renforcement du système de santé en République centrafricaine	Cordaid	€5 908 704,78	2018
T03.162	Renforcement des capacités des acteurs locaux des districts sanitaires de Bimbo et Boda dans la prise en charge de la santé des populations vulnérables	ALIMA	€5 800 000,00	2018
T03.163	Renforcement du système de santé dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute Kotto	IMC	€4 864 111,14	2018
T03.164	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé de la région n°7	PUI	€6 399 964,16	2018

T03.165	Provision d'une assistance médico-nutritionnelle d'urgence et renforcement du système de santé primaire et secondaire dans la préfecture de la Bamingui- Bangoran	PUI	€3 624 985,90	2018
T03.166	Kiri ngo kodro/ Retour à la communauté	CRS	€3 747 480,16	2018
T03.167	TF Bêkou Communication and Visibility: event organisation and visibility items	Business & Strategies Europe	€28 000,00	2018
T03.170	Renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses dans le nord de la RCA	DRC	€5 000 000,00	2018
T03.171	Appui intégré au développement des filières agropastorales porteuses pour la croissance et l'emploi	WHH	€6 299 982,42	2018
T03.172	Résilience Rurale -Assistance Technique	Sogerom	€871 444,00	2018
T03.173	Renforcement des capacités des équipes-cadres de région et de district sanitaire	AICS	€3 700 000,00	2018
T03.174	Résilience Rurale - Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés - Phase préliminaire	IRAM	€96 492,30	2018

3.3 Montants payés

En 2018, presque 58 millions d'euros ont été décaissés. Ce montant vient s'ajouter aux paiements précédents pour atteindre un total décaissé de plus de 115 millions d'euros depuis le lancement du Fonds Bêkou.

Le tableau ci-dessous montre le montant des paiements en 2018 par type de ligne budgétaire.

Ligne budgétaire	Montant des paiements
Dépense administrative	1 000 000
Société civile, autorités locale	10 429 952
Changement climatique	1 907 446
Education	4 468 306
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	8 293 313
Santé	20 695 209
Dépenses opérationnelles horizontales	113 701
Aide humanitaire (réponse d'urgence)	3 233 178
Infrastructure, réseaux	1 585 000
Eau & assainissement	5 991 962
Total	57 718 067

Le tableau ci-dessous montre la part des préfinancements et des dépenses réelles (dépenses justifiées et approuvées) par type de contrat/mode de gestion pour les paiements 2018.

	Total Payments made				Of which Pre-Financing made				Clearing of Pre-financing				Relevant Expenditure			
	A				B				C				D = A - B + C			
	Nr. of payments	%	Paid Amount (EUR)	%	Nr. of payments	%	Paid Amount (EUR)	%	Nr. of invoices	%	Cleared Amount (EUR)	%	Nr.	%	Amount (EUR)	%
Grants in Direct Management	30	54%	41.378.196,43	72%	25	66%	40.272.047,85	74%	7	50%	6.398.116,88	68%	12	38%	7.504.265,46	58%
Procurement in Direct Management	18	32%	859.310,29	1%	7	18%	460.000,40	1%	5	36%	197.912,40	2%	16	50%	597.222,29	5%
Indirect Management with International Organizations	1	2%	3.967.882,36	7%	1	3%	3.967.882,36	7%								
Indirect Management with Development Agencies	6	11%	10.512.678,30	18%	5	13%	9.465.573,13	17%	2	14%	2.745.539,13	29%	3	9%	3.792.644,30	29%
Other Contracts/Payments (administrative)	1	2%	1.000.000,00	2%									1	3%	1.000.000,00	8%
	56	100%	57.718.067,38	100%	38	100%	54.165.503,74	100%	14	100%	9.341.568,41	100%	32	100%	12.894.132,05	100%
Total Expenditure:	56	100%	57.718.067,38	100%	38	100%	54.165.503,74	100%	14	100%	9.341.568,41	100%	32	100%	12.894.132,05	100%

4. MANAGEMENT ET CONTROLE INTERNE

4.1 Résultats des contrôles

4.1.1 Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité

4.1.1.1. Résultats des contrôles ex-ante

Des contrôles ex-ante sont effectués de manière systématique par les 4 intervenants du circuit financier Bêkou, et ce pour toutes les transactions du Fonds. En 2018, 23 "factures" (factures commerciales ou demandes de remboursement) présentaient des dépenses à valider, les autres paiements étant liés à des préfinancements. Le tableau ci-dessous montre le résultat des contrôles et les dépenses inéligibles détectées avant paiement.

	Number of invoices	Gross Amount	Not Eligible	Credit Note	Total Not Eligible	% Not Eligible
Grants in Direct Management	7	7.542.441,01	38.175,55	0,00	38.175,55	0,51%
Procurement in Direct Management	13	614.210,29	0,00	16.988,00	16.988,00	2,77%
Indirect Management with Development Agencies	2	3.792.644,77	0,47	0,00	0,47	0,00%
Other Contracts/Payments (administrative)	1	1.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total	23	12.949.296,07	38.176,02	16.988,00	55.164,02	0,43%

4.1.1.2. Résultats des audits externes

Les audits externes incluent les contrats de vérification de dépenses ou d'audit financier/de système contractualisés par le Fonds Bêkou.

Le premier plan annuel d'audit et de vérification a été établi en 2017¹² comme suit:

Réf N°	Titre	Bénéficiaire	Type d'engagement
T03.10	Strengthening the health system in North-eastern Central African Republic	IMC	Audit financier
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du VIème arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	Audit financier
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	AFD	Audit financier
T03.32	Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	Audit financier

¹² En 2018 il a été décidé de retirer le contrat T03.30 signé avec AFD de ce plan à cause de l'avenant prolongeant la durée de la mise en œuvre de 36 mois. Ce contrat fera partie du plan annuel d'audit et de vérification de 2020.

T03.46	Sécurité alimentaire – accompagnement des activités de pastoralisme	ACORD	Audit financier et de système
T03.47	Sécurité alimentaire - Résilience	FAO	Vérification
T03.49	Sécurité alimentaire - Transhumance	FAO	Vérification

Le deuxième plan annuel d’audit et de vérification a été établi en 2018 comme suit:

Ref N°	Titre	Bénéficiaire	Type d’engagement
T03.80	Ecosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA – Volet Nord	AGRECO	Audit financier
T03.88	Finis Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC	Audit financier

En 2018, trois contrats spécifiques ont été signés via le contrat-cadre audit.

Un contrat spécifique a été signé avec Moore Stephens pour auditer les subventions octroyées à IMC, ALIMIA et ACORD. Seul le projet de rapport d’audit pour IMC a été soumis avec une opinion non qualifiée. Le montant inéligible à ce stade est équivalent à 0,39% du total des dépenses du projet mais ce pourcentage pourrait être ramené à 0,001% suite aux commentaires de la Commission.

Un contrat spécifique a été signé avec Baker Tilly pour la vérification des deux contrats signés avec la FAO. Le rapport final de vérification pour le contrat T03.47 (résilience) a été soumis. Le montant des dépenses dont l’inéligibilité est établie est équivalent à 0,7% du total des dépenses du projet.

En plus de deux constatations financières pour un montant de 10 171,25 euros, il mentionne également une constatation de contrôle interne (absence de contrôle du rapport financier d’un prestataire justifiant des dépenses engagées) et cinq autres constatations relatives à l’obligation de conformité (rapport soumis en retard, communication tardive de la modification budgétaire, rapport non conforme au niveau des mesures de contrôle prises, des informations sur les transferts d’équipements, de véhicules et des fournitures importantes ainsi que des mesures de visibilité). Le rapport pré-final de vérification pour le contrat T03.4 (transhumance) a été soumis.

Le montant des dépenses dont l’inéligibilité est établie est équivalent à 17,99% du total des dépenses du projet. En plus de trois constatations financières pour un montant de 130 256,57 euros, il mentionne également une constatation relative au contrôle interne (incohérence entre le rapport financier final et le rapport financier final) et les mêmes constatations relatives à l’obligation de conformité que celles pour le contrat T03.47.

Un contrat spécifique a été signé avec Moore Stephens pour auditer le rapport financier de la première année de la subvention avec AGRECO. Le rapport final d’audit a été soumis avec une opinion non qualifiée.

Le montant des dépenses dont l’inéligibilité est établie est équivalent à 0,15% du

total des dépenses du projet.

En plus de trois constatations financières pour un montant de 1 870,99 euros, il mentionne également plusieurs constatations relatives au contrôle interne (insuffisances dans le système de documentation des dépenses, forme de contrat avec le Haut-Commissariat inappropriée, libellés des dépenses imprécis ou non explicites dans le système comptable, insuffisances au niveau du système de contrôle des coûts d'entretien et de réparation des véhicules, marché de services attribué en marge des procédures, contenu du dossier du personnel non exhaustif, absence d'un système d'évaluation du personnel).

La procédure pour l'attribution d'un contrat spécifique pour auditer GIZ a été infructueuse alors que la procédure pour auditer DRC n'a pas été lancée à cause du retard dans la soumission du rapport financier intermédiaire.

4.1.2 Prévention et détection des fraudes¹³

Pas de résultats à rapporter sous cette rubrique pour 2018.

4.2 Observations et recommandations faites par le Service d'audit interne/la Cour des comptes

La Cour des comptes européenne a mené une mission d'audit de performance en 2016/2017 sur la conception et la mise en œuvre du Fonds Bêkou. Cette mission a donné lieu à un rapport spécial ("Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances" - <http://publications.europa.eu/webpub/eca/special-reports/Bekou-11-2017/fr/>) sur la base duquel un plan d'action a été établi par DEVCO et le Fonds Bêkou afin d'apporter une réponse aux recommandations effectuées par la Cour.

Les observations de la Cour sont les suivantes:

- Bien que reposant sur une analyse limitée, tant la décision de mettre en place le Fonds Bêkou que la conception retenue pour celui-ci étaient adaptées aux circonstances.
- La gestion du fonds Bêkou peut être améliorée.
- Malgré des circonstances difficiles, le Fonds Bêkou a donné à ce jour des résultats globalement positifs.

Les recommandations de la Cour sont les suivantes:

- Elaborer de nouvelles orientations sur le choix des instruments de financement et sur les analyses des besoins visant à définir les champs d'intervention des fonds fiduciaires;
- Améliorer la coordination au niveau des donateurs, les procédures de sélection et la mesure de la performance et optimiser les coûts administratifs.

¹³ EU Trust Funds are included in the anti-fraud strategy of the DG of the Authorising Officer in charge.

4.3 Evaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds Bêkou opère dans le système général de contrôle interne défini par la Commission.

Dans ce cadre, le gestionnaire a effectué l'évaluation des systèmes de contrôle en place au moyen du questionnaire ad hoc sur les 16 standards de contrôle interne.

Cette évaluation se fonde sur le rapport du Service d'audit interne, sa propre évaluation des systèmes de contrôle et des risques, le type d'exceptions/dérogations enregistrées, le nombre et la fréquence des irrégularités détectées (faible) et d'autres informations (fonctionnement des circuits financiers, rapports de vérification des dépenses, missions de l'équipe, missions ROM, etc.).

D'une manière générale, aucune faiblesse significative n'a été détectée.